2,50 F MAROC : 2.80 DH

Combat
SOCIALISTE

N° 19 SAMEDI 21,
DIMANCHE 22,
LUNDI 23 MARS 1981



(Photo Pascal Lebiun)

L'artiste turque, Melike Demirag, à *Combat socialiste :*

«Ma fille déchue de sa nationalité à dix-huit mois»

(PAGE 8)

LE RACISME A L'ECOLE

(PAGE 9)

Les jeunes et l'emploi

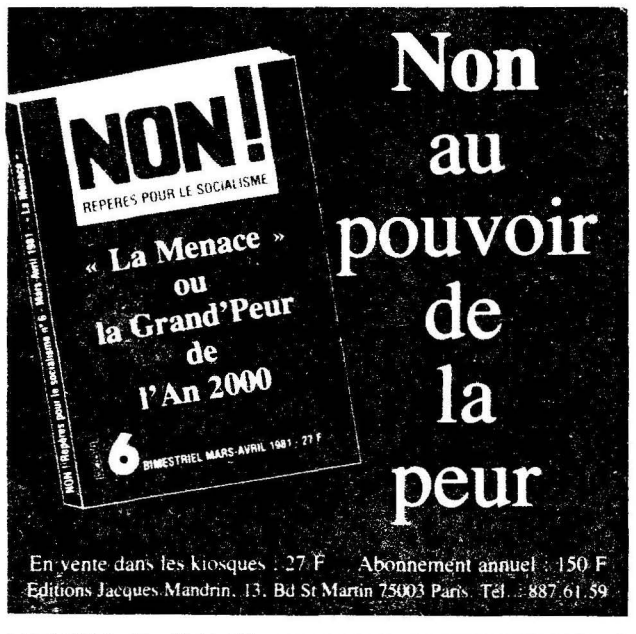
Mieux vaut naître coiffé

Le deuxième pacte pour l'emploi a profité aux entreprises comme aux jeunes les mieux armés. (PAGE 6)

Angleterre-France à Twickenham

LE XV INVAINCU MAIS NON INVINCIBLE

(PAGE 10)



François Mitterrand devant les mille participants du Symposium pour la science et la culture, à l'Unesco.

«LE SOCIALISME EST D'ABORD UN PROJET CULTUREL»



Un choix de civilisation

TANDIS que Valéry Giscard d'Estaing, après quelques dîners d'écrivains dans la salle à manger de l'Elysée, tente, sans grand succès, de mobiliser quelques artistes et littérateurs en faveur de sa candidature, plus de mille personnes, venues de trente pays, ont répondu, jeudi soir, à l'invitation de Jack Lang, délégué du Parti socialiste pour les Affaires culturelles.

Ce Symposium international pour la science et la culture, qui s'est tenu à l'Unesco, et, d'autre part, la Conférence sur la sécurité et le désarmement, qui a rassemblé jeudi et vendredi les principaux leaders socialistes d'Europe, prennent, bien évidemment, une signification particulière à cinq semaines du scrutin présidentiel.

Ce double soutien apporté à François Mitterrand par des intellectuels et des scientifiques du monde entier et par les représentants des formations socialistes d'Europe témoigne du rayonnement du Parti socialiste français et de l'audience internationale de son candidat.

Il est tout autant significatif que ces deux rassemblements autour de François Mitterrand se soient constitués sur deux objectifs : la recherche de la paix, et l'élaboration d'un projet culturel pour notre monde et pour notre temps. Ces deux objectifs ne sont pas divergents et, à l'Unesco, Jacques Attali a pu rappeler que *« la finalité de la culture, c'est la paix ».*

« Le socialisme est d'abord un projet culturel, a affirmé François Mitterrand. *Il implique un choix de civilisation plus encore que de société... »*

C'est bien là, au-delà des médiocres querelles de basse campagne suscitées par l'Elysée, le véritable enjeu de l'élection du 26 avril. Pour les socialistes, ce qui est en cause, ce ne sont pas seulement, même si c'est essentiel, un travail à offrir à tous et à exercer dans de meilleures conditions, des inégalités à réduire, de nouveaux rapports internationaux à établir pour parvenir à la justice et à la paix... Ce ne sont pas seulement de nouvelles structures économiques, sociales, démocratiques à mettre en place. C'est une autre manière de vivre, de construire l'Histoire, une possibilité nouvelle donnée à chacun d'être soi-même, d'être cet homme devenu humain qu'évoque Roger Garaudy.

La société giscardienne ne capte pas seulement les biens matériels pour les réserver à une caste ; elle mutile, en chaque homme, en chaque femme, en chaque enfant, les richesses les plus précieuses, qui sont celles de l'intelligence, de la capacité d'aimer et de communiquer, de l'espérance.

Il s'agit, pour demain, de donner à l'homme toute sa place et de lui permettre de l'occuper de tout son être. C'est bien une autre civilisation qui est à inventer. Et c'est un combat qu'il nous faut commencer à gagner dès aujourd'hui.

Claude GAULT

• *Voir en page 11.*

LETTRES OUVERTES

VU DU LANGUEDOC

Le mépris

ON l'appelle « la montagne » de la Clape, et elle culmine à 214 mètres à l'est de Narbonne, sœur de la « montagne d'Alaric », qui, à trois ou quatre lieues de Carcassonne, ne l'emporte en altitude que de peu. Ce n'est pas beaucoup, dira-t-on, pour justifier le terme de « montagne » ! Mais tout est relatif et, dans notre Bas-Languedoc, nous n'avons pas l'habitude des sommets altiers.

Montagne ou colline, la Clape est une merveille. Longtemps livrée aux papillons, aux cigales, aux coccinelles, aux plantes aromatiques et à quelques bouquets de pins, à quelques faisceaux de hauts cyprès se découpant, selon l'angle de vue, sur un ciel de feu ou une mer brasillante...

Je vous parle de l'été, quand les villes descendent vers les plages, quand à bicyclette, à moto, en voiture, Narbonne, Coursan, Lézignan, Villedaigne courent vers le sable et l'eau. L'été est la saison naturelle du Midi, où l'on a toujours su comment le prendre (à l'inverse des Nordiques qui se jettent au soleil comme dans un puits...).

Au printemps, la Clape prépare en silence les fastes de l'été. C'est le moment de surprendre ses secrets. Il y faut la solitude d'une espèce de tête-à-tête. Pas de touristes indiscrets ; pas de pétarades ou de klaxons. Uniquement le vent, qu'on appelle ici le cers, cousin de la tramontane et du mistral.

Du cimetière marin des Auzils, d'où la vue plonge sur Gruissan et l'étang de l'Ayrolle, aux berges de l'Aude et au grau de Vendres, en passant par Armissan et Pech Redon, c'est un véritable chemin de paradis...

Pourquoi faut-il que de lourdes menaces pèsent sur cette exceptionnelle harmonie de la terre et du ciel ? Un ami tonnelier, qui a un bout de vigne entre plaine et garrigue, m'a parlé ce matin d'un projet de centrale nucléaire à Fleury-d'Aude, juste au pied de la Clape. Nous avions déjà, dans le voisinage, l'usine de Malvesi. N'était-ce pas assez ?

— Le préfet de région ballade ses monstres d'un coin à l'autre du département, observe mon ami en caressant de la paume les douelles de bois blond, longues et courbes. Hier, ce devait être à Port-la-Nouvelle. Demain, ce sera à Fleury... Et savez-vous pourquoi ?

Un temps d'arrêt, un hochement de tête, un haussement d'épaules :

— Eh bien ! il paraît que la centrale atomique entrerait dans le cadre de l'aménagement de la station littorale de l'embouchure de l'Aude. Qu'en dites-vous ? Moi, je pense que c'est se foutre des gens du coin. Ça s'appelle le mépris, tout simplement...

En retraversant la Clape, je pensais au poète provençal René Char, à ses anathèmes contre les ogives nucléaires du plateau d'Albion. « *Nous nous battons pour un site...*, écrivait-il. Et il précisait : *A nos yeux, ce site vaut mieux que notre pain, car il ne peut pas être, lui, remplacé.* »

Maurice CHAVARDÈS

Météo

Vendredi : Pluies sur l'ensemble du pays à l'exception des régions méditerranéennes. Temps assez doux et instable.

Samedi : Encore des nuages et des pluies passagères. Les régions situées dans le nord-ouest du pays devraient connaître une amélioration en fin de journée.

Dimanche : Doux et nuageux, températures en hausse. Des giboulées sur l'ensemble de l'hexagone sauf dans le Midi où l'on aura de belles éclaircies.

Combat SOCIALISTE

Claude Germon, directeur de la publication.

Claude Gault, rédacteur en chef ; **Ghislaine Toutain, Edouard Bailby, Michel Friedman, Guy de Faramond, Gabrielle Rolin**, chefs de service ; **Jean-François Huchet**, secrétaire général ; **Jean-Jacques Salmon**, secrétariat de rédaction.

Jean-Claude Karsenty, administrateur ; **Patrick du Cheyron**, ventes.
Rédaction : 7 *bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris. Tél. 551.97.53.
Publicité Paris : René Lenormand 10, rue de Solférino, 75007 Paris. Tél. 550.34.35.
Publicité Province : OFRES, 67, boulevard de Clichy. 75017 Paris. Tél. 285.72.57.
Impression : P10, 1, boulevard Ney, 75019 Paris.
Commission paritaire : n° 52224

Rapprocher les démunis

C'est vrai, beaucoup de nos concitoyens disent : « *Moi, je ne fais pas de politique.* » Ils savent bien cependant que la politique s'occupe d'eux, mais ils craignent d'être entraînés dans des discussions plus ou moins ennuyeuses, difficiles ou passionnées.

En général, cette masse, au demeurant sympathique, pense en gros que les gens de « gauche », les socialistes et à fortiori les communistes, leur prendraient tous leurs biens.

Qu'on approuve ou qu'on déplore, ou qu'on s'y résigne, notre société actuelle est basée sur l'idée de gain, de profit, de biens acquis.

Or, si on parle des « riches », instinctivement ils pensent qu'en votant pour eux, ils auront plus de chances de conserver ces biens.

A mon avis, les socialistes doivent, chacun d'eux autour de soi, s'attacher à convaincre que le socialisme n'a pas pour but de spolier qui que ce soit, mais seulement de rapprocher les plus démunis des mieux nantis. Afin qu'un plus grand nombre possible de citoyens puisse jouir des avantages de la science et des techniques modernes, et cela à tous points de vue.

Georges VINÇON
94210 La Varenne-Saint-Hilaire

LES PETITES ANNONCES DE Combat SOCIALISTE

Ing. conseil ICF. Travail « indept .» Militant socialiste, recherche études béton armé : Bât. et Génie civ. Jacky Laborde, 7, allée du Moura, 64600 Anglet. Tél. : (59) 03.86.63.

Très urgent. Jeune militant travaillant à Paris durant la campagne présidentielle recherche chambre bon marché, préférence VI^e^, VII^e^, XIII^e^, XIV^e^ ou XV^e^ arrondissement. Ecrire au journal n° 113, qui transmettra.

Jeune militant socialiste, secrétaire de section, au chômage, reçu à l'examen de pompiers, cherche emploi de pompier professionnel. Armand Cabrera, 21, rue Marcel-Pagnol, 83220 Le Pradet. Tél. : (94) 75.69.11.

Employé 33 ans B.E.P.C. (six ans préparation commandes, contacts téléphone en papeterie - articles bureau) ch. poste stable au moins partie « intellectuelle » ou mitigé, originalité recherchée critères intéressants, tte branche. Courrier : Claude Jadelot, 150, rue E.-Dolet, 94140 Alfortville.

Mairie d'Aurillac (Cantal) recrute un (une) attaché (e) de presse contractuel (le). Candidatures à M. le Député-Maire, Hôtel de Ville, 15006 Aurillac Cedex.

Ville de Chilly-Mazarin, tél. : 909.10.13, recrute pour ses deux mini-crèches (2 × 20 berceaux), ouvert. 1.10.81 :
— 1 direct.
— 2 éducat. j. enfts.
— 6 aux. puér.
Env. C.V. + cand. à M. le Maire, avant 15.05.81.

Fonctionnaire B, 34 ans, marié, recherche poste adjoint technique dans commune 85, 17, 33, 40, 64. Expérience conducteur TPE et assistant techn. CGE. M. Lucé, 37220 Panzoult.

LE COIN DES CHANSONNIERS

Les angoisses d'Albin Chalandon

Il y a au moins quelqu'un qui apprécie les hausses régulières du prix du carburant, c'est monsieur Chalandon, un homme bien connu des amateurs de maisons évolutives. Selon lui, le prix du super est encore beaucoup trop bas. Le bilan de la société Elf-Erap, il est vrai, n'est pas brillant. Tout juste 6 milliards de bénéfices pour 1980... Pas de quoi pavoiser !

La crise est si forte d'ailleurs pour les sociétés pétrolières qu'elles sont peu à peu contraintes de transformer leurs stations-services en « libres-services » pour pouvoir survivre. L'essence est si bon marché qu'elles ne peuvent plus se permettre la fantaisie de payer un pompiste.

Automobilistes, profitez donc vite de cette heureuse situation. Ces temps d'opulence à 4 F le litres de super ne sauraient durer éternellement. Un jour viendra où, en plus de faire votre plein vous-même, il vous faudra en plus raffiner votre essence. La survie de Rockfeller en dépend. Mais les pétroliers ne sont pas dupes. Ils savent que vous les exploitez bassement en ce moment, et un jour viendra où ils se révolteront. La grogne commence d'ailleurs à se faire sentir... Les compagnies pétrolières ne sont-elles pas les seules compagnies à se payer des pages de publicité pour nous expliquer qu'elles perdent chaque jour de l'argent ? Et tout ça pour nous être agréable... Ça ne saurait durer !

Jean BEDEL

Faites ce geste pour la victoire

Vous le savez, le PS n'a pas les moyens de Giscard. Alors, pour gagner, le PS a besoin de vous. Le geste à faire : renvoyer, avec votre versement, le bon qui figure ci-dessous.

Ce geste-là, si vous êtes nombreux à le faire, peut avoir une influence décisive sur l'issue de notre combat.
Le Parti socialiste compte sur vous.

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Je soutiens financièrement la campagne du Parti socialiste
Je verse : ..... F

Chèque au nom de « Pierre Joxe - campagne présidentielle du Parti socialiste », 10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07.

Mots croisés

PROBLEME N° 21

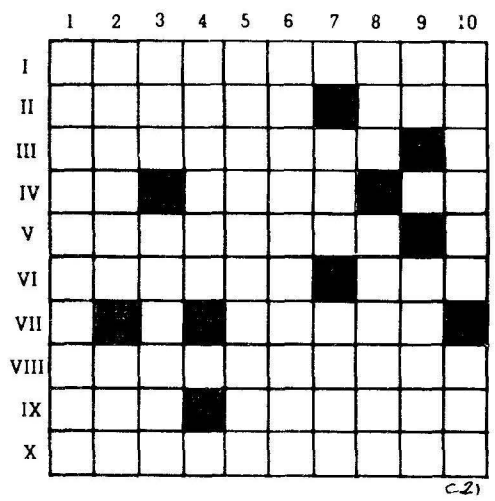
Horizontalement. — I. Vous en avez peut-être dans vos tablettes. — II. Vieux rival de Mickey. Baie nippone. — III. Fit mouche avec MASH. — IV. Pronom. Se jette à l'eau et s'en sort. Entre trois et quatre. — V. Son système de défense, c'est de noircir l'adversaire. — VI. Réveillent matin. Un maquillage spécial la rendit célèbre. — VII. Anglais corrompu. — VIII. Verger parfois situé entre cour et jardin. — IX. Suit la passe, mais pas l'impair. Souffert. — X. Passage à tabac.

Verticalement. — Végétations luxuriantes ou luxurieuses (sing.). — 2. Interjection. Tissu. La campagne lui a profité. — 3. Grecque. Chambre verte. — 4. Point de chute d'observateurs américains. — 5. Apre au gain. — 6. Où personne ne songerait à aller lire entre les lignes. — 7. Poète courtois. Eternel second. — 8. Pour l'obtenir, il faut veiller au grain. Il en est un qui s'y retrouve dans le brouillard. — 9. Passent le temps. Symbole. Bruit de caisse. — 10. Majeur. Cassa beaucoup de carreaux, dans son enfance.

SOLUTION DU N° 20

HORIZONTALEMENT. — I. Cul-de-jatte. — II. Aléatoires. — III. Star. Olt. — IV. Se. Narguer. — V. Erse. Né. Ça. — VI. Pie. Tan-sad. — VII. Iéna. Le. Bi. — VIII. Eu. Cui. Rio. — IX. Droitement. — X. Sens. Rages.

VERTICALEMENT. — 1. Casse-pieds. — 2. Ultérieure. — 3. Léa. Sen. On. — 4. Darne. Acis. — 5. Et. Ut. — 6. Journalier. — 7. Aï. Gêne. Ma. — 8. Trou. Reg. — 9. Télécabine. — 10. Estradiots.



Rat-le-bol



Les écologistes à la recherche de leurs racines

Divisés, déchirés, les leaders écologistes se brûlent aux lumières de la politique. Les porteurs d'idées neuves en oublient de faire passer leur message auprès d'une opinion sensible mais très peu formée. Après leur percée de ces dernières années, les écologistes stagnent. Il leur manque aujourd'hui un fédérateur et un programme commun.

S'IL fallait à tout prix donner un certificat de naissance à l'écologie, il se situerait aux alentours de 1960 avec la création des parcs nationaux. En 1964, le Parlement vote une loi sur la protection des cours d'eau sous la pression des pêcheurs à la ligne. 1967 marque le début des événements chocs avec la marée noire du *Torrey Canyon*. Bien d'autres chocs suivront : Seveso, les boues rouges, Three Miles Island.

Un ministre de la protection de la nature apparaît en 1971, et les premières luttes voient le jour au Larzac et à Bugey. En 1974, l'écologie franchit une nouvelle étape décisive en affrontant les urnes sous la bannière de l'agronome René Dumont, qui recueillera 1,32 % des suffrages exprimés. L'écologie fait désormais partie du domaine public, et les partis politiques traditionnels s'en emparent de plus ou moins bon gré.

Depuis lors, le poids électoral des « verts » marque une progression régulière. Aux municipales de 1977, ils recueillent près de 500 000 voix ; aux législatives de 1978, 621 000 voix, soit 2,14 % des suffrages. En 1979, lors des élections européennes, ce score passe à 4,38 % des suffrages exprimés. Quant à la prochaine présidentielle, enfin, qu'ils aient un candidat ou non, on crédite les écologistes de 5 à 7 % des voix, mais il est fort probable que cette consultation marquera leur première stagnation.

Le changement dans la continuité

Depuis quelques jours, *l'Humanité* a trouvé un nuveau bouc émissaire au PS. Depuis que Claude Cheysson, membre de la Commission de Bruxelles, est apparu sur les affiches de la campagne aux côtés de François Mitterrand, il est devenu l'« homme de Giscard ».

Il a ainsi « *participé à tous les mauvais coups montés contre la France au nom du Marché commun et des multinationales, dont la Commission n'est qu'un conseil d'administration* ». « *Le PCF dit n'importe quoi,* réplique Claude Cheysson. *Un commissaire européen ne dépend pas plus du président français que du chancelier allemand ou du premier ministre britannique.* »

Un contenu à définir

N'en déplaise à ses initiateurs, la grande inconnue du vote écologiste réside dans son contenu. Déception face aux partis traditionnels, passion pour la tonte de son jardin, refus du nucléaire ou engagement profond pour un nouveau mode de vie et de production... Tous les intermédiaires sont possibles.



Brice Lalonde. (Photo PL)



Jean-Claude Delarue. (Photo Sygma)

Il n'y avait pas moins de sept groupes prétendant défendre l'écologie aux législatives de 1978. Aujourd'hui, l'hypothèque de la candidature Cousteau étant levée, on dénombre quatre candidats se réclamant de cette sensibilité à la présidentielle. Dont deux spécifiquement écologistes.

Roger Garaudy, le premier parti, inclut écologie, non-violence et croissance zéro dans une croisade « spirituelle » que tente de définir son livre *Appel aux vivants.* C'est une candidature solitaire.

Le PSU, ensuite, qui dans la foulée du Front autogestionnaire mis sur pied en 1978, entend regrouper écologistes, féministes, régionalistes et non-violents dans un vote de « gauche ».

Puis Jean-Claude Delarue, soupçonné d'être un sous-marin giscardien, qui accuse aujourd'hui Brice Lalonde de « rouler pour l'UDF ». Le sigle de ses comités de soutien a changé au gré du vent. Minotaire de la mouvance écologiste, il refuse les désistements et les programmes. Il préfère une action de type syndical regroupant des comités contre le bruit, contre la pollution...

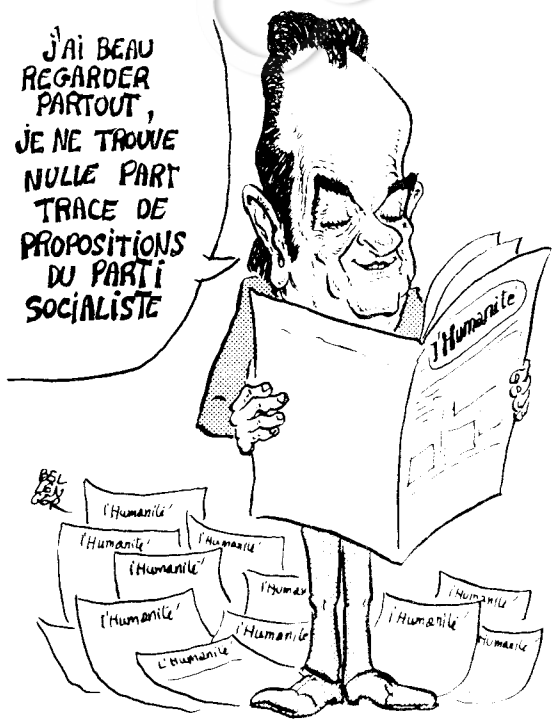
Un homme nouveau

Brice Lalonde, enfin, le plus connu, le plus parisien, leader du Réseau des amis de la terre (RAT). Il a réussi à se faire légitimer par les assises de l'écologie qui ont eu lieu à Lyon en mai dernier. Il a reçu à cette occasion l'appui des inorganisés, hormis celui de Solange Fernex, tête de liste aux Européennes, et fait s'incliner Philippe Le breton et le Mouvement pour une écologie politique (MEP), beaucoup plus engagé à gauche. Fort de ces trois appuis regroupés dans le comité de soutien La Vague verte, Brice Lalonde entend proposer un projet global qui se pique autant d'économie que des rapports de l'homme avec la nature et le progrès. Le seul point commun entre Jean-Claude Delarue et Brice Lalonde est en fait de succomber aux délices de « la politique », qu'ils dénoncent si souvent. Ce qui explique sant doute leur farouche inimitié. Si disparate soit-il, il existe aujourd'hui un fort potentiel écologiste dans l'opinion française. Le mouvement est dans une situation relativement proche de celle des groupes ou des clubs socialistes avant que François Mitterrand les ait fédérés et leur ait donné une voix. Cet homme n'existe toujours pas chez les écologistes. Le commandant Cousteau n'a pas voulu se mouiller. Alain Bombard et Haroun Tazieff ont estimé que le meilleur chemin pour l'écologie passait par le Parti socialiste. Il reste aux « verts » à attendre un homme nouveau, ou la confirmation de la valeur de l'un d'eux.

Jérôme BOUVIER

On lui cache tout...

Censure ou simplification du travail, l'état-major de Georges Marchais répand un rideau de fumée entre le candidat communiste et les moyens d'information. Cela conduit parfois à des erreurs regrettables. Georges Marchais a ainsi déclaré devant les travailleurs d'Aubervilliers : « *Voyez donc comment les choses se passent. Nous sommes à quelques semaines des élections, et aucun d'eux (Giscard, Chirac et Mitterrand) n'a encore expliqué au pays quelle politique d'ensemble il propose, quels moyens il présente pour résoudre les graves problèmes que nous connaissons.* »



...on lui dit rien

Ou bien, Georges Marchais est de mauvaise foi à l'égard du candidat socialiste, ce que nous ne saurions croire, ou bien il ne lit pas *l'Humanité* qui tente chaque jour de démonter les propositions socialistes (issues pour la plupart du Programme commun), ce qui, pour un candidat communiste, est beaucoup plus grave...

J. B.

De gauche... ...à droite

Dans quel état !

Un ouvrage sur le septennat, préfacé par Valéry Giscard d'Estaing, va être publié à la fin du mois aux éditions Fayard. Ce livre sera, selon le porte-parole de l'Elysée, Jean-Marie Poirier, « *un grand document, composé de citations mettant en regard la pensée du président et ce qu'ont réalisé la France et les Français avec lui depuis sept ans* ». Il aura pour titre : *l'Etat de la France...*

Pour oser parler d'indignité

Dans une interview au journal *Sud-Ouest,* François Mitterrand revient sur les problèmes de politique étrangère en précisant qu'il ne « *condamne pas de la même façon tous les aspects de la politique menée par la France. Je n'aime pas être inéquitable. Mais quand Valéry Giscard d'Estaing dit « C'est indigne », je ne le reconnais pas pour juge. Il faut être très digne soi-même pour parler d'indignité. J'estime que les démarches du président de la République à Varsovie et à Venise, n'étaient pas sérieuses et revenaient à encourager la politique soviétique, que c'était une grave faiblesse et que j'avais le droit de le dire* ».

Giscard : « Je ne m'occuperai pas des autres candidats »

Accompagné de ses deux chiens préférés, Samba et Jugurtha, et de son épouse Anne-Aymone, Valéry Giscard d'Estaing se livre « à cœur ouvert » aux lecteurs du *Parisien libéré.* Les thèmes sont « ciblés » et intéressants. Après qu'Anne-Aymone a dit : « *Très simplement, je pense que mon mari est le meilleur président pour la France* », on aborde le mieux-être des chiens et des chats sous le septennat. On parle ensuite des personnes âgées, qui constituent la « première satisfaction » du président, puis des maisons individuelles, qui sont maintenant accessibles à tous. Après un petit détour par la sécurité, on parle enfin de politique.

« *Citoyen-candidat, je n'utiliserai pas l'appareil d'Etat... Je ne m'occuperai pas des autres candidats. Je fais ma campagne, que chacun fasse la sienne.* »

L'esprit de la loi

Au cours de sa rencontre hebdomadaire avec les journalistes au siège du PS, Pierre Mauroy a qualifié jeudi de « *grosse colère, théâtre et mise en scène* » la réaction de Valéry Giscard d'Estaing sur les critiques de François Mitterrand en matière de politique étrangère.

Interrogé sur les récents développements de l'affaire des diamants, il a déclaré : « *Si nous voulions nous indigner, nous pourrions relever un certain nombre de dates... Elles appelent sans doute un commentaire de la part du candidat sortant.* » Evoquant les déclarations de Bernard Stasi, appelant les élus du CDS à accorder leur parrainage à la candidature de Brice Lalonde, Pierre Mauroy a estimé « *étonnant que l'on vote une loi et que l'on décide de la tourner dans son esprit. Il valait mieux avoir une loi avec une barre moins élevée plutôt que de donner aux grands partis à choisir leur petit candidat* ».

Le porte-parole de François Mitterrand se déclare favorable à une révision des modalités de parrainage, qu'il juge « *trop sévères* ».

Les rapatriés disent non à Giscard

Constatant que, dix-neuf ans après la signature des accords d'Evian, les problèmes des rapatriés ne sont toujours pas réglés, que les promesses faites par le candidat Valéry Giscard d'Estaing en 1974 n'ont pas été tenues, que les nombreuses rencontres avec Jacques Dominati, secrétaire d'Etat aux rapatriés n'ont pas abouti, Guy Forzy, vice-président de l'association le Recours, a déclaré jeudi qu'il « *demandait à tous les rapatriés d'appliquer impérativement un vote sanction au premier tour pour montrer le profond mécontentement des rapatriés à l'égard de la politique de l'actuel chef de l'Etat* ».

Interrogés sur leur position vis-à-vis de François Mitterrand, les dirigenants du Recours se déclarent en accord avec la proposition de loi déposée en 1977 par le groupe socialiste à l'Assemblée nationale.

Rappelons qu'une rencontre a eu lieu en début de semaine entre une délégation du Parti socialiste et les associations de rapatriés, à l'issue de laquelle ces associations ont **estimé que** « *le renouvellement des engagements du PS est de nature à apporter satisfaction aux rapatriés* ».

C.P.

Le soutien des cadres à Giscard n'est plus ce qu'il était

Le premier sondage IFOP-*Le Point* sur les cadres et l'élection présidentielle, paru cette semaine, traduit — toute réserve sur la portée des sondages mise à part — une sensible évolution de l'opinion politique de cette catégorie de salariés, qui représente plus de 10 % de la population active.

L'INTERET de ce sondage est double. En premier lieu, une majorité de cadres moyens et supérieurs — 51 % — font un bilan négatif du septennat de Valéry Giscard d'Estaing, alors que 34 % seulement le considèrent positif. Appréciation encore plus sévère que celle portée par l'ensemble des Français, selon un précédent sondage IFOP-*Le Point* (43 % le « négatif »).

Plus encore : les cadres ne reconnaissent pas de circonstances atténuantes, puisque 77 % estiment qu'il était possible de faire mieux (contre 17 %). Selon eux, il n'y aurait donc pas de fatalité de la crise ?

Deuxième intérêt : les intentions de vote des cadres. Au premier tour, le candidat sortant ne recueillerait que 29 % de leurs suffrages ; François Mitterrand, lui, totaliserait 25 %. Au second tour, Giscard obtiendrait 55 % des suffrages ; Mitterrand, 45 %. En cas de duel Mitterrand-Chirac, les voix des cadres se répartiraient à égalité.

Des salariés comme les autres

Nous sommes loins de l'élection de 1974, où les cadres avaient voté massivement à droite. Selon une enquête faite par des chercheurs de la Fondation nationale des sciences politiques*, 67 % des cadres auraient voté pour Giscard, 33 % pour Mitterrand au second tour de 1974.

Les cadres basculeraient-ils à gauche ? Non, bien entendu ! Mais, si on en croit le sondage IFOP-*Le Point*, une bonne partie d'entre eux ne voteraient plus « comme les patrons ». Il faut voir là une évolution sensible de ce groupe social, jusqu'alors nettement campé sur la droite.

Les cadres ont été déçus par le président sortant. De plus en plus des salariés comme les autres, la grande majorité d'entre eux s'inquiètent de leur avenir dans une société caractérisée par la recherche exclusive du profit, et le gaspillage matériel et humain qu'elle entraîne.

Pierre CASTAGNOU

Délégué national du PS aux cadres.

* *L'Univers politique et syndical des cadres*, par Gérard Hérard Grunberg, René Mourieaux. Presses de la FNSP.

Antoine Gayraud est décédé

Antoine Gayraud, maire socialiste de Carcassonne, est mort à l'âge de soixante-dix ans. Pharmacien dans le chef-lieu du département depuis 1936, Antoine Gayraud avait été élu conseiller municipal de Carcassonne en 1959.

• **L'usine Saint-Gobain-Pont-à-Mousson** de Chalon-sur-Saône (150 salariés), spécialisée dans le double vitrage, va prochainement fermer ses portes. Les procédures de licenciements doivent être engagées à partir du 20 juin.

Spécial P.S.



Réunions publiques

• **Lundi 23 mars.** François Mitterrand à Rouen. Laurent Fabius à Blois. Anne Tregoüet dans la Haute-Vienne : « journée entreprise ». Alain Busnel en Savoie. Pierre Castagnou à Bordeaux. Claude Germon à Corbeil.

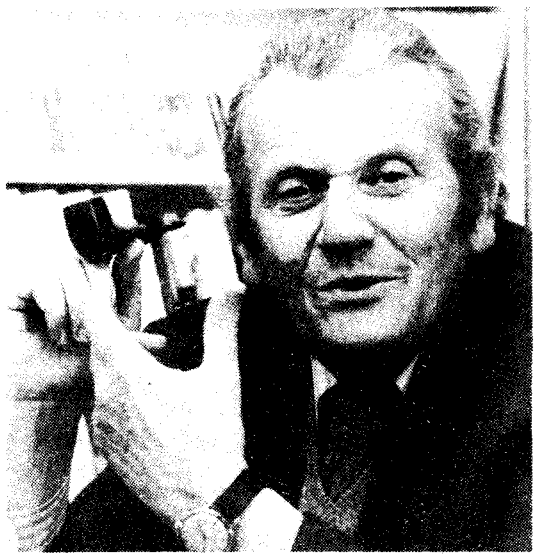
• **Mardi 24 mars.** François Mitterrand à Périgueux, à Bordeaux en compagnie de Lionel Jospin. Jean-Pierre Chevènement à Saint-Nazaire. Marcel Debarge en Lozère. Alain Bombard à Oléron, à Ravenne. Jean-Pierre Cot au cinéma Palace Ayron (20e). Pierre Mauroy à Créteil. Pierre Beregovoy participera à la réunion du Parti socialiste et des Français musulmans.

Débats et colloques

• **Jeudi 26 mars.** Dans le cadre des « Entretiens du jeudi », Lionel Jospin, 101, rue de l'Université.

Dimanche 22 mars

Le mouvement de la jeunesse socialiste de la Gironde organise sa fête fédérale annuelle, son thème : « Sortir Giscard ». Il y aura un forum politique sur l'emploi et la répression (Bas-Cenon, à 14 h 30).



Paul Guimard : le loisir d'écouter les rumeurs de la France.

(Photo Pascal Lebrun)

Paul Guimard dans la campagne

«C'est émouvant de travailler avec un homme qui a une telle passion pour la littérature»

L'écrivain, ami de François Mitterrand, nous parle de son rôle auprès du candidat socialiste

— Pourquoi un « écrivain conseiller » ?

— François Mitterrand pense que, à côté de conseillers techniciens et spécialistes, il n'est pas mauvais qu'il y ait près de lui des gens qui aient le loisir d'écouter les rumeurs de la France. Très souvent en effet, lorsque l'on est très calé dans une matière, on s'autocensure un peu parce qu'on n'ose pas aller dans certaines directions qui peuvent paraître légères ou incertaines ; et je crois que, particulièrement dans une campagne de type présidentiel, un écrivain, dont c'est le métier de réfléchir avant d'écrire, peut aider à réfléchir avant de parler.

— Comment intervenez-vous ?

— De manière très informelle. J'écris des articles pour les journaux qui me le demandent. Et puis il y a une vieille habitude que nous avons prise lui et moi et qui remonte à 1968 : nous nous réunissons régulièrement pour parler des interventions qu'il est amené à faire le lendemain ou le surlendemain.

Mais, les décisions, ce n'est pas moi qui les prend, c'est lui qui trie ce qui lui paraît important et juste. Nous nous sommes réunis à plusieurs reprises, mais jamais l'équipe des vingt-trois conseillers au complet, car nous sommes tous par monts et par vaux ; c'est plutôt des réunions en tête à tête.

— Ces conversations portent-elles sur des thèmes précis ?

— François Mitterrand sait très bien ce qu'il va dire. Nos conversations portent surtout sur la manière de le dire, sur la forme du discours — et cet aspect des choses n'est pas secondaire. Paul Valéry disait : « *Le fond est une mauvaise forme.* » Je crois que la manière de faire passer le discours, surtout avec l'évolution de l'audio-visuel, est aujourd'hui capitale. Par exemple, sur l'inflation, le budget, la fiscalité, ce que dit François Mitterrand semble parfaitement lumineux aux spécialistes. Mais moi je suis plus « outillé » qu'eux pour savoir si c'est compréhensible ou pas pour les gens qu'il faut toucher, car il y a des choses que je ne comprends pas. Dans mes romans, j'apporte un soin et je passe un temps considérable à faire que ce que je veux dire soit immédiatement accessible. Il en est de même du message politique.

— François Mitterrand est-il attentif aux conseils qu'on lui donne ?

— Ce qui me frappe, précisément, c'est l'extraordinaire attention qu'il porte à ceux qui le conseillent, et l'absence d'hésitation devant la décision qu'il prend, seul, malgré la masse de dossiers qu'il a à consulter. Pour moi, qui suis écrivain, c'est émouvant de travailler avec un homme qui a une telle passion pour la littérature. C'est très réconfortant de savoir que, contrairement à ce que fait le pouvoir en place, les problèmes de culture ne seront pas relégués au dernier rang des préoccupations. Cela fait chaud au cœur.

Propos recueillis par Ghislaine TOUTAIN

Les Français à l'étranger

Pas seulement des électeurs...

Le Club socialiste du livre vient de publier une brochure intitulée *le Parti socialiste et les Français à l'étranger*, dans laquelle il décrit les problèmes mal connus des Français métropolitains.

FACE à la politique de racket des voix, dont l'exemple le plus frappant eut lieu lors des élections législatives de 1978, face à l'actuelle préoccupation électorale du ministre des Affaires étrangères, les socialistes, qui ne nient pas les problèmes posés par la représentation des Français à l'étranger, décrivent leurs conditions de vie et les problèmes qui s'y rattachent.

Vers l'élection de députés

Rappelant le mode de représentation des Français à l'étranger, à savoir la désignation de six sénateurs par le Conseil supérieur des Français à l'étranger (CSFE) et leur élection par le Sénat, les socialistes insistent sur la composition partiale du CSFE et sur son prétendu apolitisme. Le groupe socialiste du Sénat a déposé en juin 1978 une proposition de loi qui prévoit l'installation de comités sénatoriaux élus au suffrage universel.

Après le racket électoral de mars 1978, l'idée d'une représentation spécifique des Français résidant hors de France est souhaitable ; l'élection de députés permettrait de les associer à la vie politique de la métropole et éviterait tout risque de fraude.

Le droit à l'information

Chaque citoyen français a droit à l'information. Il s'agit là non seulement d'une déclaration de principe, mais d'une politique d'information à mettre en œuvre tout particulièrement pour des Français éloignés, que l'on maintient abusivement dans l'isolement. En attendant le développement des techniques de communication rapides, il est nécessaire d'augmenter la diffusion de Radio France internationale et d'améliorer la qualité des émissions.

Un office scolaire et culturel

Pour résoudre les problèmes de scolarité posés par l'enseignement hors de France, l'anarchie des structures, l'insuffisance des moyens, l'absence d'égalité qualitative et la hausse excessive des frais scolaires, le Parti socialiste propose la création d'un office public scolaire, universitaire et culturel apte à mener une politique d'ensemble. L'enseignement français hors de France doit jouer un double rôle : assurer aux enfants expatriés une scolarité leur permettant de se situer à égalité avec leurs homologues métropolitains, et participer à la diffusion de la langue et de la culture françaises.

Une protection sanitaire et sociale

Il a fallu attendre la loi du 31 décembre 1976 pour qu'un premier effort d'ensemble soit mené dans le sens d'une recherche de parité en matière de sécurité sociale entre les Français métropolitains et ceux établis hors de France. Le gouvernement a retardé la mise en application de cette loi jusqu'au mois de mai 1980. Cette législation est imparfaite et doit être reliée à l'évolution de la sécurité sociale française dans son ensemble, qui ne doit pas remettre en cause la solidarité pour en revenir à l'assistance.

Le retour en France

Il est à remarquer que, de plus en plus, les Français partent pour de courtes périodes avec la ferme intention de revenir en France. Il convient donc de leur assurer un retour convenable. Le problème se situe dans le cadre d'une politique de l'emploi, désastreuse en France et dont les travailleurs rentrant de l'étranger subissent les conséquences de plein fouet.

Les socialistes dénoncent les graves insuffisances de l'assurance chômage individuelle, tant au niveau de champ d'application que des délais d'inscription, dont les éventuels bénéficiaires sont mal informés.

Le mérite de cette brochure est de décrire des problèmes mal connus des Français métropolitains, de mettre l'accent sur les carences de la politique actuelle et sur les propositions socialistes qui n'ont pu se concrétiser jusqu'à présent.

Colette PARIS

Pas question d'aggraver les charges sociales

Un entretien avec Jacques Delors

La relance, les 35 heures, autant de mesures propres à réduire le chômage. A condition de savoir opérer (*voir* Combat socialiste *des 18 et 19 mars*). Même remarque à propos des emplois d'utilité collective et de la politique à mener à l'égard des PME. Jacques Delors s'en explique ici.

— Qu'entendez-vous par emplois d'utilité collective ?

— Cela fait quatre ans que je me bats pour cette formule. Elle consiste à offrir à des chômeurs la possibilité financière d'entreprendre une action professionnelle qui les motive et qui peut être utile à la collectivité.

En Belgique, le ministre socialiste du travail a repris cette idée à son compte. Les résultats sont éloquents. Plus de 30 000 emplois créés par an, ce qui représente à l'échelon démographique de la France 175 000 emplois.

En France, une mini-expérience a été lancée en 1979 par Robert Boulin, alors ministre du Travail. Elle a concerné 3 500 personnes.

— Que ressort-il de ces expériences ?

— Toutes ces initiatives n'ont pas réussi. Mais elles ont permis de couvrir des besoins non satisfaits jusqu'alors dans le domaine social comme dans le domaine de la vie locale et de la préservation de l'environnement.

Sans oublier le domaine industriel avec les énergies douces, l'exploitation des ressources renouvelables, la récupération des déchets et des vieux matériaux .. Lorsque ces expériences, passent le seuil d'une année, elles innovent soit dans la manière de satisfaire les besoins, soit par la découverte de besoins jusqu'alors ignorés, soit dans l'organisation du travail.

— On vous dit aussi plein de sollicitude pour les PME. Concrètement, que comptez-vous faire pour elles ?

— Sait-on que les organisations patronales ont estimé à 200 000, dans les petites entreprises, les possibilités immédiates de création d'emplois si certains obstacles étaient levés ?

Nous proposons d'agir dans deux directions essentielles :

• Par une profonde décentralisation, en leur facilitant l'accès à l'information, à la recherche, au développement et aux moyens de financement ;

• Par une réforme du financement de la Sécurité sociale et des seuils financiers.

Il s'agit de rendre possible et même attrayantes les créations d'emplois nécessaires à l'expansion normale de ces activités. François Mitterrand a annoncé son intention de ne pas alourdir le poids des prélèvements obligatoires. Le niveau des charges sociales ne saurait dépasser le seuil actuel de 42 %. Il va de soi que cette réforme du financement de la Sécurité sociale implique une modification de l'assiette des cotisations, trop axées sur les salaires. Une réforme fiscale permettra de dégager des ressources pour financer des mesures de redistribution en faveur des personnes et des familles aux revenus les plus modestes.

Propos recueillis par Catherine MAUSSION



La grève de la faim des agents du cadastre

Pour obtenir la titularisation des personnels auxiliaires au bout d'un an et la reconduction des contrats signés en novembre, cinq agents du cadastre de Paris poursuivent la grève de la faim que trois des leurs ont entrepris lundi 16 mars, au centre des Impôts de la rue Paganini, à Paris (XX^{e}). Chaque soir, une nouvelle employée vient augmenter le nombre des grévistes. Pour soutenir leur mouvement, les quelque 300 agents non titulaires ont également cessé le travail.

Plusieurs militants socialistes, parmi lequels Jean-Paul Planchou, premier secrétaire de la fédération de Paris, et Alain Riou, secrétaire de la 20^{e} section, sont venus apporter leur soutien et ont précisé que le groupe socialiste soulèverait leur problème lors de la prochaine réunion du Conseil municipal de Paris, lundi 23 mars.

L'occupation de France Continu

EN grève avec occupation des locaux depuis le 30 octobre 1980, date du dépôt de bilan de la société qui les employait les quinze ouvriers de l'imprimerie France Continu à Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis) n'ont pas l'intention de laisser tomber.

« *D'ailleurs,* poursuit l'un d'eux, syndiqué CFDT, seule organisation syndicale présente dans l'entreprise, *France Continu peut redémarrer car le dépôt de bilan de la société a eu lieu suite à une mauvaise gestion ainsi qu'à des manœuvres frauduseuses du patron.* »

Cette entreprise décentralisée depuis quatre ans était en effet spécialisée dans l'impression de papier en continu pour l'informatique. Un marché porteur. Mais des investissements inconsidérés hypothéquèrent l'avenir de l'entreprise, qui s'appelait alors Imprimerie Leclerc. En mai 1980, la création de la SARL France Continu, qui reprend en location-gérance le fonds de commerce de la société Leclerc, ne résoud rien aux difficultés financières.

Mieux, le 30 octobre 1980, alors que l'entreprise dépose son bilan, son PDG préfère partir pour monter en banlieue parisienne une nouvelle société Ordi-Print qui limite son activité à prendre des ordres de travaux d'impression qu'elle fait exécuter par d'autres imprimeries. Avant son départ, il prend toutefois le soin d'emporter dans ses bagages le fichier de la clientèle de France Continu...

Aujourd'hui, quinze salariés sont sans emploi, alors que l'entreprise pourrait rapidement retrouver son activité antérieure. De nombreux clients existent, comme la SNCF ou le Crédit lyonnais. Un comité de soutien (Parti socialiste, PSU, CFDT, CSCV et la revue *Banlieue d'Banlieue)* s'est créé, solidaire avec les ouvriers de France Continu dans la défense de leur emploi.

L'accord Usinor-Creusot-Loire

L'Etat apporte 500 millions à la restructuration des aciers spéciaux

UN premier pas a été franchi dans la restructuration des aciers spéciaux *(voir* Combat socialiste *du 20 mars),* avec l'annonce de l'accord entre Usinor et Creusot-Loire, qui aboutit à la naissance d'un « grand » de la sidérurgie fine en France. Les deux sociétés ont en effet présenté, jeudi 19 mars, les modalités du regroupement au sein d'une filiale commune, dont le nom n'est pas encore connu, de leurs activités de produits longs.

Cette société emploiera 6 500 personnes, pour un chiffre d'affaires de quelque 2 milliards de francs et une production de 750 000 tonnes.

Détenue pour 75 % par Usinor et pour 25 % par Creusot-Loire, cette filiale commune sera présidée par Raymond Lévy, vice-président de l'ERAP (Entreprise de recherche et d'activité pétrolière), établissement public qui détient 67 % d'Elf Aquitaine.

Lors d'une conférence de presse commune, Claude Etchegaray, PDG d'Usinor, et Philippe Boulin, directeur général de Creusot-Loire, ont précisé que la nouvelle société regroupera Creusot-Loire-Dunes, filiale à 100 % de Creusot-Loire, et la société des aciers spéciaux de la Chiers, filiale à 100 % de Chiers-Châtillon.

Creusot-Loire-Dunes (5 000 personnes) regroupe les usines des Dunes et de Valenciennes, du Marais (Saint-Etienne), ainsi que les sociétés Calibracier et SI Bruay.

De son côté, la société des aciers spéciaux de la Chiers (1 500 personnes) comprend les usines de Vireux-Molhain et de Hautes-Rivières (Ardennes) et celle de Corbie (Somme).

Le montage financier, retenu après deux ans de négociations, se traduira par un effort financier de 500 millions de francs pour Usinor. « *Cette somme sera empruntée auprès de l'Etat, grâce à un prêt à caractéristiques spéciales et à bas taux d'intérêt* », a précisé Claude Etchegaray.

La nouvelle entité a prévu un programme d'investissements de productivité de 800 millions sur cinq ans.

Claude Etchegaray a également indiqué que cet accord entraînera des réductions d'effectifs qui ne seront pas « majeures », mais les salariés concernés devraient bénéficier des mesures de préretraite en vigueur dans la sidérurgie. Cependant, au Creusot, l'activité « produits longs » devrait être arrêtée à terme.

On le voit, nous sommes loin de « Sidérurgie de France », la proposition de loi, présentée par le Parti socialiste *(voir* Combat socialiste *du 20 mars).*

L'inquiétude des syndicats

UN mouvement de grève est intervenu, mercredi 18 mars, à l'usine des Dunes de Dunkerque (groupe Creusot-Loire), après l'annonce au comité d'entreprise de l'accord passé entre les firmes Usinor et Creusot-Loire dans les aciers spéciaux. Ce mouvement, lancé par la CGT, la CFDT et FO, a été suivi par 60 % du personnel ouvrier ce qui représente 1 800 personnes sur un total de 3 100 salariés.

D'autre part, le syndicat CGT du Creusot (Saône-et-Loire) a exprimé son inquiétude sur les conséquences de cet accord dans l'usine du Creusot, qui pourrait être amenée à supprimer 500 emplois, à la suite notamment de l'arrêt de la fabrication des produits longs aux laminoirs de Breuil (160 emplois).

En outre, 300 suppressions d'emplois seraient également à craindre dans les secteurs de la tôlerie, des forges et des fonderies.

Recul de la CGT

C'EST un recul net recul par rapport à 1978 qu'enregistre la CGT à l'occasion des élections professionnelles qui viennent d'avoir lieu aux comités d'établissements des Houillères du Nord-Pas-de-Calais, de Lorraine et du Centre-Midi.

Dans les bassins du Nord-Pas-de-Calais et du Centre-Midi, la CGT reste majoritaire mais sur l'ensemble elle perd 7,4 points et obtient 49,7 % des voix au lieu de 57,1 % en 1978.

Cette désaffection profite en premier lieu à la CFDT, qui progresse de 3,6 points et passe même en tête en Lorraine, mais également à la CFTC (+ 1,9) et à FO (+ 1,9).

Les résultats se répartissent ainsi : inscrits, 49 127 ; votants, 36 502 ; exprimés, 35 651. La CGT obtient 49,7 % (57,1 % en 1978), la CFTC 18,4 % au lieu de 16,5 % ; la CFDT, 17,9 % au lieu de 14,3 %, et FO, 14 % au lieu de 12,1 %.

BREF

• **Les postiers grenoblois,** en grève depuis le 12 mars, viennent de décider de poursuivre leur mouvement. Cet arrêt de travail, suivi par la quasi-totalité des 180 facteurs de la ville, s'est étendu à une partie des cadres et des agents de guichet. Le conflit porte sur la décision de la direction de supprimer des postes du service de distribution de l'après-midi et le transfert de plusieurs postes vers d'autres villes.

• **Le chef du personnel de l'usine Citroën** de Cormeilles-le-Royal, près de Caen, et deux de ses collaborateurs ont été condamnés par le tribunal de Caen à quatre mois de prison avec sursis et 10 000 francs d'amende chacun pour entrave à l'exercice du droit syndical. Les trois hommes s'en étaient pris à quatre salariés qui avaient créé et animé une section FO au sein de l'entreprise.

• **La direction de la câblerie** de Riom (Puy-de-Dôme), société anonyme de télécommunication (940 salariés fabriquant des câbles téléphoniques), vient de décider de fermer son entreprise à la suite de la grève qui s'est étendue à tout le personnel. Les grévistes demandent, avec l'appui de la CGT, de la CFDT et de FO, une augmentation mensuelle de 300 francs et l'amélioration des conditions de travail.

La CFTC enfin reçue par VGE

« *La prochaine grande négociation sociale du prochain septennat sera la réduction du temps de travail !* » Telle est, rapporte la CFTC, la déclaration que lui a faite Valéry Giscard d'Estaing, qui recevait jeudi 19 mars la centrale d'inspiration chrétienne.

L'actuel président de la République s'est engagé à faire examiner l'abaissement généralisé de quarante-huit à quarante-six heures du plafond des heures supplémentaires.

Enfin, il sera fait un pointage des temps d'antenne consacrés à chaque organisation syndicale.

« *Cela fera toujours avancer les choses* », a déclaré, à l'issue de l'entretien, un membre de la légation.

Depuis octobre dernier, la centrale relançait périodiquement l'Elysée pour obtenir cet entretien. A trente-sept jours de l'élection présidentielle, elle a donc vu sa demande satisfaite.

La FNSEA favorable à une manifestation à Bruxelles

LE prochain marathon agricole de Bruxelles, les 30, 31 mars et 1er avril, pourrait être l'occasion d'une vaste manifestation d'agriculteurs de tous les pays de la CEE.

François Guillaume, qui a été reconduit jeudi 19 mars dans ses fonctions de président de la FNSEA, a en effet indiqué que des contacts venaient d'être pris avec d'autres organisations nationales agricoles et avec le (Comité des organisations professionnelles agricoles de la CEE — COPA) afin d'apppuyer par des manifestations leur demande d'une hausse des prix de 15 %.

Jusqu'à présent, a précisé François Guillaume, les Néerlandais et les Italiens ont donné leur accord. Les Britanniques ne devraient pas y être opposés. Seuls les Allemands sont plus nuancés : « *La réponse définitive dépend des Belges.* »

Aucune manifestation agricole de ce genre n'a été organisée à Bruxelles depuis 1971.

En outre, la FNSEA organisera, toujours dans le cadre de la négociation des prix, une série d'actions au plan national. Ainsi, le matin du 30 mars, diverses manifestations auront lieu sur l'ensemble du territoire français, dès l'ouverture du Conseil des ministres. D'ici là, a ajouté le président de la FNSEA, « *toute latitude sera laissée aux fédérations départementales.* »

RATP : la CGT étend le mouvement à la province

ALORS que la grève des bus se poursuit inégalement à Paris et en banlieue, la CGT a appelé jeudi l'ensemble des personnels des sociétés de transports urbains des villes de province à des arrêts de travail vendredi « d'une heure minimum, et pouvant aller jusqu'à vingt-quatre heures ». L'extension de ce mouvement a pour but, selon la CGT, d'appuyer les revendications des salariés concernés, analogues à celles des conducteurs d'autobus de la région parisienne, en grève depuis le 9 mars, et principalement axées sur les question de sécurité.

Quant au « sabotage par des ouvriers », survenu dans la nuit de mercredi à jeudi, d'une cinquantaine de bus, en majorité du dépôt de Pavillons-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), et dénoncé par la direction de la RATP, la CGT, qui a condamné ces actes, indique qu'ils n'ont pu être commis par les grévistes de ce dépôt, ce dernier ayant été évacué par la police mercredi à 23 h 30 et rouvert seulement jeudi à 6 h 30. Pour la CGT, il s'agit d'une « provocation ».

Enfin, la CGT a appelé à une manifestation des salariés concernés vendredi matin devant le ministère des Transports à Paris, pour réclamer l'ouverture de négociations.

Par ailleurs, le groupe socialiste du conseil général du Val-de-Marne proteste contre l'intervention de la police à l'intérieur de quatre dépôts de la RATP dans ce département, et « *condamne le recours à la répression et le refus de satisfaire les revendications* ».

Deuxième pacte pour l'emploi des jeunes

Les mieux armés sont les premiers servis

L'exonération des charges sociales a profité aux entreprises les plus dynamiques et aux jeunes de sexe masculin les mieux armés.

Les pactes pour l'emploi souriraient-ils aux privilégiés ? C'est en tout cas la leçon que l'on tire d'une enquête menée par le Centre d'études de l'emploi, qui vient d'être publiée.

A qui profite les pactes pour l'emploi ? Le Centre d'études pour l'emploi répond. Emmanuelle Marchal a enquêté pour son compte auprès des entreprises de la région parisienne. Elle ne s'est intéressée qu'aux établissements ayant bénéficié des exonérations de cotisations sociales dans le cadre du deuxième pacte pour l'emploi.

On se souvient que la seconde édition du pacte pour l'emploi, moins attractive, avait « bénéficié » à moitié moins de jeunes que le dispositif précédent.

Un chiffre peut surprendre : 64 % des jeunes sont encore présents dans l'entreprise, seize mois en moyenne après leur embauche. Mais si l'on creuse un peu, on trouve derrière ce pourcentage des situations fort disparates. Si vous êtes de sexe masculin, doté d'une formation qui vous conduit droit à un emploi de cadre moyen ou supérieur, et que vous alliez frapper à la porte d'une société d'ingénierie, alors la vie vous sourit.

On vous offrira — à condition que l'on vous retienne — un contrat à durée indéterminée, et vous aurez toutes les chances de débuter dans l'existence (professionnelle) par une place bien stable.

Si vous êtes née fille, vous « risquez » davantage de débuter comme employée. Enfin, si vous êtes ouvrier, et OS de surcroît, ce n'est pas la roulette russe mais presque : une fois sur deux, vous aurez quitté l'entreprise, si elle ne s'est pas séparée de vous, et cela d'autant plus souvent que vous ne serez lié à votre employeur que par un contrat à durée limitée.

Voilà, brossé à grands traits, le portrait des bénéficiaires tel qu'il ressort des indications fournies par 367 entreprises. A ranger au chapitre des mises en garde : le profil particulier des entreprises de la région parisienne, avec une place prépondérante du tertiaire et la quasi-inexistence du secteur agricole.

L'échantillon compte trois fois plus de sociétés d'ingénierie, spécialisée notamment dans l'informatique, que Paris n'en recense en moyenne. Ce sont les établissements de 10 à 59 salariés qui ont le plus profité de ces mesures.

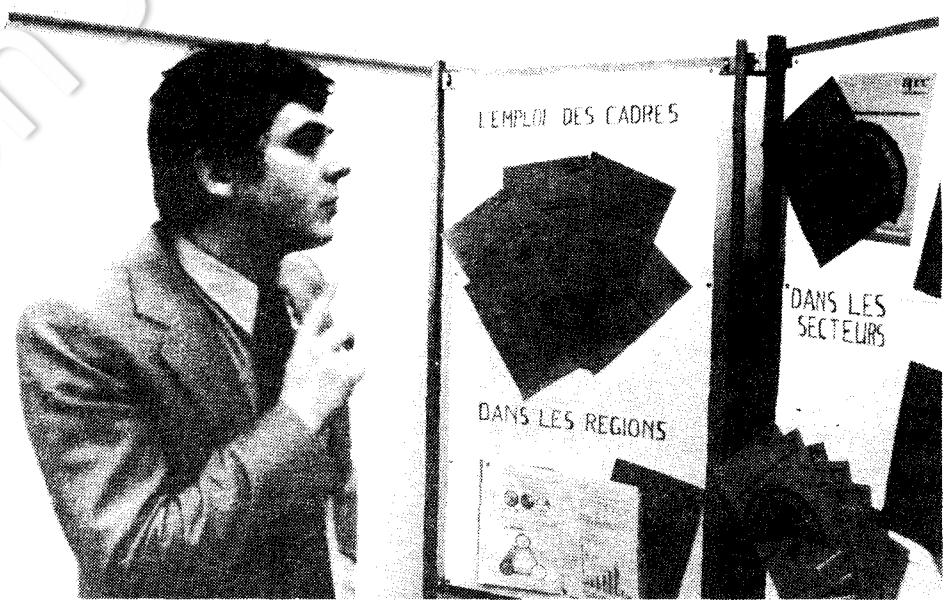
En moyenne, chaque établissement a embauché entre deux et trois jeunes, avec des écarts remarquables. Ne s'est-il pas trouvé un employeur qui en a retenu 77 ! Dans un cas sur deux, le contrat conclu est à durée limitée. A mentionner que six entreprises ont spécifié clairement qu'elles n'ont pas établi de contrat du tout.

Emmanuelle Marchal publie, dans un chapitre à part, de très larges extraits d'un entretien avec un chef d'entreprise qui a cumulé, pour son plus grand bonheur, l'exonération des charges sociales avec les avantages du contrat emploi-formation — formule où l'Etat paie une part notable de la formation. « *S'il n'y avait pas eu ce pacte, il se passerait qu'on n'embaucherait pas la moitié, c'est évident.* »

« *Il est indéniable que certaines entreprises en ont profité plus que d'autres*, conclut Emmanuelle Marchal. « *L'exonération semble avoir accéléré les créations d'emploi dans les entreprises et les secteurs en expansion.* »

« *Mais*, ajoute la sociologue, *s'il fallait juger de l'efficacité des exonérations d'après la vulnérabilité à l'égard du chômage, (...) on dirait qu'elles ne constituent pas réellement une réponse au problème.* » Les mieux armés n'ont-il pas été les mieux servis... ?

Catherine MAUSSION



Si vous êtes un jeune homme doté d'une formation solide, alors la vie vous sourit... (Photo Perenom/Rush)

Scandale de la distribution de l'eau

73 emplois menacés chez OTV

AMBROISE ROUX, PDG de la CGE (Compagnie générale d'électricité), qui vient de prendre le contrôle de l'autre CGE, celle des Eaux (voir *Combat socialiste* du 20 mars), est clair : des restructurations ultérieures dans les différentes sociétés et activités des deux ensembles ne sont pas à exclure.

Déjà, 73 suppressions d'emplois (cadres et ETAM) sont envisagées chez OTV (Omnium de traitement et de valorisation), filiale de la Compagnie générale des eaux.

Né en août 1980 de la fusion de ODA (Omnium d'assainissement) et de CTE (Compagnie de traitement des eaux), toutes deux également filiales de la Compagnie générale des eaux, OTV a pour principales activités l'étude et la réalisation d'installations pour le traitement des eaux potables et usées, ainsi que le broyage des ordures ménagères. Elle occupe 750 salariés dont 422 au siège à Courbevoie (Hauts-de-Seine).

La direction motive ces licenciements par des difficultés d'ordre structurel (la fusion des deux sociétés entraîne des doubles emplois) et conjoncturel (les communes ont diminué leur capacité d'investissement et de traitement des eaux). Diverses mesures de reclassement ont été envisagées par la direction, tant dans des sociétés du groupe qu'auprès d'entreprises sous-traitantes. En outre, les salariés trouvant un emploi extérieur au groupe se verraient remettre une indemnité de départ.

Pour l'intersyndicale (CGT, CFDT et CFTC), qui depuis plus d'un mois appelle le presonnel à des débrayages afin de l'informer, il ne fait aucun doute qu'OTV peut développer ses activités sans licencier. N'a-t-elle pas réalisé des projets dans plus de 40 pays ? Un contre-plan a été proposé par le comité d'entreprise, auquel les élus socialistes du département apportent leur soutien.

Pour le Parti socialiste, qui a déposé au Parlement une proposition de loi tendant à la nationalisation de l'eau potable et à la création d'une régie française des eaux, le problème OTV illustre le scandale de la distribution de l'eau en France, où deux sociétés, la Compagnie générale des eaux et la Société lyonnaise des eaux, règnent pratiquement sans partage.

J.-P. G.

• **SNCF : + 7 % le 30 mars.** Les tarifs voyageurs grandes lignes de la SNCF seront augmentés de 7 % à compter du 30 mars. Rappelons que la SNCF avait demandé une hausse de 13,5 %. Une deuxième augmentation interviendrait donc après l'élection présidentielle..

• **La Pravda** propose jeudi 19 mars à l'Occident de participer au financement de l'exploitation des gisements de gaz et de pétrole en Sibérie, en échange d'un approvisionnement « garanti » de pétrole jusqu'en l'an 2000.

Pologne : premiers incidents violents

Des échauffourées faisant au moins une vingtaine de blessés ont eu lieu jeudi soir à Bydgoszcz (300 km au nord-ouest de Varsovie), à l'issue d'une réunion du conseil régional à laquelle assistaient des représentants de Solidarité. Le président du MKZ local, Jan Rulewski, a dû être hospitalisé, victime d'un traumatisme crânien.

A l'ordre du jour de la réunion de Bydgoszcz, figuraient l'examen du plan et du budget de la voïvodie, ainsi que l'étude des revendications des agriculteurs, dont une centaine d'entre eux occupent depuis lundi le siège de la section locale du parti paysan pour exiger l'enregistrement de Solidarité rurale.

En début d'après-midi, un conseiller a fait adopter une motion de renvoi en alléguant que « *le plan et la budget n'étaient pas encore au point* ». C'est cette initiative qui a déclenché surprise et confusion.

Les fonctionnaires de la milice ont été requis pour faire évacuer la salle. Après que plusieurs syndicalistes aient été frappés, des appels au calme ont été diffusés par haut-parleurs du siège du MKZ, le syndicat Solidarité, tandis que plus d'un millier de personnes défilaient en signe de sympathie.

Quelques heures plus tard, *Solidarité* publiait un communiqué établissant que la réunion avait été interrompue « *de manière non conforme aux règlements* », et en précisant les circonstances : « *Des représentants du syndicat libre étaient restés dans la salle. Les autorités ont coupé les liaisons téléphoniques. Plusieurs centaines de miliciens et de fonctionnaires de la police politique sont entrés dans l'immeuble. Ils ont brutalement procédé à l'évacuation des lieux en frappant les gens et en leur tordant les bras.* »

De son côté, l'agence officielle PAP se bornait à affirmer « *qu'un groupe de personnes occupant l'immeuble ayant refusé d'obtempérer aux injonctions du vice-voïvode et du procureur, il avait été fait appel aux forces de l'ordre* ».

Tard dans la soirée, on apprenait que la commission nationale de coordination de Solidarité dépêchait sur place une délégation de quatre membres, conduite par Lech Walesa qui devait arriver en France, dimanche. En attendant, il a été demandé à toutes les sections locales de s'abstenir de toute protestation jusqu'à nouvel ordre.

Jeudi matin, les sections de Solidarité appartenant à la voïvodie de Suwalki (frontière de l'URSS), avaient proclamé l'« *état de préparation à la grève* », dans un scénario proche de celui adopté à Radom. Un calendrier d'action était adopté prévoyant une grève d'avertissement de deux heures le 26 mars, et une grève « sélective », à compter du 1er avril, si, d'ici à cette date, une commission gouvernementale ne s'était pas rendue sur place. Ils exigeaient notamment la formation d'un comité chargé d'analyser les cas d'« *incompétence* » et de « *prévarication* ». De surcroît, les ouvriers de l'industrie du bois avaient menacé de cesser le travail la semaine prochaine.

Ces incidents surviennent alors que les manœuvres du pacte de Varsovie ont commencé, et que le premier secrétaire, Stanislaw Kania — en visite en Hongrie — est absent de Pologne.

Giscard démenti par Joergensen...

C'EST un démenti cinglant qu'a opposé le chef du gouvernement danois Anket Joergensen à Valéry Giscard d'Estaing. Celui-ci avait laissé récemment entendre qu'au dernier Conseil européen, le Danemark avait exposé des thèses neutralistes. A. Joergensen a affirmé qu'il n'avait pas émis, bien au contraire, de propos susceptibles de mettre en doute la politique favorable à l'OTAN du gouvernement danois. « *Il n'y a pas de changement dans la politique atlantiste du Danemark* », a-t-il déclaré devant le Parlement.

Précisant qu'il appréciait les conversations informelles entre les Dix, notamment parce qu'elles étaient confidentielles, Joergensen a affirmé « *être étonné de l'indiscrétion de Giscard* ».

EN 24 HEURES

ALLEMAGNE

Genscher approuve la proposition Brejnev

Le ministre ouest-allemand des Affaires étrangères, Hans Dietrich Genscher, a jugé positive la proposition du président Brejnev « *d'inclure la partie européenne du territoire de l'URSS dans la zone d'application des mesures militaires de confiance* » définie par l'acte final d'Helsinki,

BRESIL

De l'uranium concentré

Le Brésil va produire de l'uranium concentré dès la fin de l'année 1981, a annoncé le directeur de la recherche et de la prospection de la compagnie brésilienne « Nuclebras », John Forman.

OTAN

Optimisme de Luns

Le secrétaire général de l'OTAN, Joseph Luns, a estimé que les discussions américano-soviétiques de Genève sur les armes euro-stratégiques, interrompues en octobre dernier, « reprendraient prochainement ».

ISRAEL

Critiques au Vatican

La réception par le secrétaire d'Etat du Vatican d'un représentant officiel de l'OLP « *ne saurait en rien contribuer à l'effort de paix au Proche-Orient, et ne peut au contraire que lui nuire* », a affirmé jeudi à Jérusalem un communiqué de la présidence du Conseil israélien. Le communiqué exprime « *l'étonnement d'Israël devant une telle initiative* ».

ANGLETERRE

Le 13e départ

Un treizième député travailliste britannique a annoncé jeudi qu'il quittait le labour pour rejoindre le nouveau Parti social-démocrate dont la création officielle sera annoncée dans une semaine.

EL SALVADOR

Les protestants contre une aide militaire

La majorité des églises protestantes américaines est hostile à une aide militaire des Etats-Unis au régime salvadorien, apprend-on de source religieuse. Selon des indications recueillies auprès du Conseil national des églises, qui regroupe les 14 dénominations protestantes et orthodoxes les plus importantes, les dirigeants de onze églises, représentant quelque 17 millions de fidèles, se sont déjà prononcés en ce sens.

ETATS-UNIS

Embargo prolongé

Le secrétaire d'Etat Alexander Haig a indiqué jeudi au congrès que les Etats-Unis avaient l'intention de maintenir l'embargo sur les ventes de céréales à l'URSS « *tant qu'il n'y aurait pas des discussions approfondies avec les Soviétiques sur leur comportement futur dans le monde* ».

Menaces contre Cuba

Les Etats-Unis étudient des mesures à prendre contre Cuba pour mettre un terme à l'approvisionnement en armes des guérillas d'Amérique latine mais n'ont approuvé aucun plan spécifique d'action militaire, a déclaré jeudi le secrétaire d'Etat américain Alexander Haig.

République centrafricaine

Dacko réélu : l'Elysée accusé

C'EST d'extrême justesse que David Dacko a été élu au 1er tour président de la république centrafricaine. Le successeur de Bokassa a en effet obtenu 50,23 % des suffrages.

Le principal concurrent de Dacko, Ange Patasse, leader du Mouvement de libération du peuple centrafricain, a obtenu 38,11 %. Les autres candidats, François Pehoua (indépendant), Henri Maidou (Parti républicain du progrès) et Abel Goumba (Front patriotique oubanguien) ont recueilli respectivement 5,33 %, 3,23 % et 1,42 %.

La victoire de Dacko est vivement contestée par ses quatre concurrents. Dans un communiqué commun, ceux-ci dénoncent dans l'élection « *des manœuvres propres à justifier les prochaines interventions et assassinats de Giscard en Centrafrique* ».

Les quatre candidats battus ont affirmé qu'il existe un projet d'intervention militaire en faveur du capitaine Bertrand Soualakpe et « *rejettent sur le gouvernement français et le président Giscard d'Estaing l'entière responsabilité d'une éventuelle guerre civile en Centrafrique* ».

La situation est tendu à Bangui, ou des incidents ont eu lieu dans plusieurs quartiers. A la suite de ces incidents, David Dacko a décrété le couvre feu.



Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, à la tribune de la conférence . (Photo Pascal Lebrun)

Les leaders socialistes européens réunis à Paris

UNE conférence sur la sécurité et le désarmement, rassemblant de nombreux leaders européens, dont Willy Brandt, Bruno Kreisky, Olof Palme, Felipe Gonzalez et, bien sûr, François Mitterrand, s'est tenue jeudi et vendredi matin à Paris. Les participants ont exprimé leurs préoccupations devant l'évolution de la situation militaire en Europe et dans le monde. François Mitterrand a insisté sur le fait qu'il fallait envisager la sécurité en Europe d'une manière globale.

Les leaders européens de cinq pays d'Europe du Sud (France, Italie, Grèce, Portugal, Espagne), réunis jeudi matin au siège du Parti socialiste, ont réaffirmé l'importance qu'ils attachent au maintien de la démocratie en Espagne. Lionel Jospin a indiqué, à l'issue de la réunion, que les leaders socialistes d'Europe du Sud avaient ressenti comme une alerte la tentative de coup d'Etat du 23 février dernier, à Madrid.

Pour sa part, Felipe Gonzalez a insisté sur la « restructuration de l'économie » et un effort de compréhension de la part de ses futurs partenaires comme conditions préalables à l'entrée de l'Espagne dans la CEE.

Interrogé sur le fait de savoir si l'entrée dans l'OTAN permettrait à son pays de mieux résoudre le malaise au sein de l'armée, Felipe Gonzalez a déclaré qu'une adhésion à l'Otan n'était pas « une garantie de démocratie ».

TEMOIGNAGE

Uruguay : des tortures raffinées

Dans la répression, l'Uruguay en est à un stade de raffinement rarement atteint, comme le racontent deux anciens détenus, David Campora et Ledys Castro.

« *On me donnait des somnifères le soir et on me réveillait au milieu de la nuit. Pendant la journée, je n'avais pas le droit de m'allonger.* » Le regard de David Campora est encore tendu par les épreuves qu'il a subies dans la prison au nom dérisoire de Libertad, une des plus sinistres d'Amérique du Sud.

C'est en 1971 qu'il a été arrêté. Parce que, dans sa voiture, il y avait des opposants d'extrême gauche, des Tupamaros. Il n'a été libéré qu'en décembre 1980, en raison des pressions du gouvernement ouest-allemand. Sa femme et ses trois enfants l'attendaient dans ce pays depuis huit ans.

« *Pendant mes neuf années de détention, j'étais entièrement coupé du monde extérieur. Les militaires uruguayens ne nous donnaient à lire que des ouvrages antérieurs à la révolution française.* » Ledys Castro, elle, était à la prison Punta de Rieles. Une prison de femmes. Elle y a été détenue de 1972 à janvier 1981. Pour simple délit d'opinion. Parce qu'elle était membre des Tupamaros.

Marquée physiquement par ce qu'elle a subi, elle vit depuis deux mois en Belgique, où elle a obtenu le statut de réfugié de l'ONU.

Le sadisme varie de degrés d'une prison à l'autre. Lors de l'arrestation, cependant, la loi est la même pour tous : la torture physique pendant plusieurs semaines, si ce n'est plusieurs mois, afin d'obtenir des renseignements.

Les simples suspects ne sont pas épargnés. Les brigades militaires torturent les détenus à l'électricité ou leur maintiennent la tête sous l'eau jusqu'à l'étouffement.

A Punta de Rieles, les femmes sont dix dans une cellule de 35 mètres carrés. A Libertad, ils sont deux dans une cellule de 6 mètres carrés. « *Je ne pouvais sortir plus d'une demi-heure par jour,* se souvient David Campora. *Pendant ma promenade, les mains derrière le dos, je devais regarder fixement devant moi. Si je détournais la tête, j'étais privé de promenades pour quelques jours.* »

Les détenus sont soumis à une redoutable entreprise de dépersonnalisation. « *Nous avions le crâne rasé, nous portions le même uniforme, nous n'étions plus qu'un numéro matricule* ». Le prisonnier s'enlise dans une vie aliénante d'automate dans laquelle tout se fait par un son de cloche, un signe, un coup de sifflet, un hochement de tête.

Des visites ? Il y en a, mais étroitement surveillées. « *Si je faisais un geste de tendresse envers un visiteur, j'étais immédiatement envoyé en cellule punitive* », explique David. Interdit d'écrire. Interdit de parler aux gardes. Il n'y a que le codétenu avec qui il est possible de communiquer.

Quant à la nourriture, elle est sale et insuffisante. « *J'ai perdu une quinzaine de kilos en prison* », dit Ledys.

Elle et David ont néanmoins survécu. A présent, ils réapprennent lentement à vivre.

Alain GARABIOL



Melike Demirag, son mari Sanar Yurdatapan, et leur fille Zeynep. (Photo Pascal Lebrun)

EXCLUSIF

En Turquie, une dictature impitoyable

«Même notre fille de dix-huit mois a été déchue de sa nationalité»

nous déclarent Melike Demirag et Sanar Yurdatapan

Lorsque le général Kenan Evren, commandant en chef de l'armée turque, prit le pouvoir, le 12 septembre 1980, les puissances occidentales lui accordèrent un crédit de confiance. Il fut expliqué à cette occasion que la remise en ordre du pays permettrait de rétablir rapidement les libertés.

Depuis, selon un rapport de la Cour constitutionnelle de Turquie, la remise en ordre entreprise par le général Evren s'est traduite par l'arrestation de 45 000 personnes. Plus de 13 000 d'entre elles se sont vu confirmer leur inculpation. La dictature sévit sans pitié.

De passage à Paris, Melike Demirag, vingt-cinq ans, célèbre interprète du film turc *le Troupeau*, qui a remporté un énorme succès à Paris l'année dernière, et son mari, Sanar Yurdatapan, trente-neuf ans, compositeur renommé, ont accordé un entretien exclusif. Ils vivent, depuis le coup d'Etat, en Allemagne fédérale, où l'on compte aujourd'hui une communauté turque de 1,2 million de personnes.

Le gouvernement du général Evren a sommé, voilà quelques semaines, 275 personnalités turques réfugiées à l'étranger de rentrer dans leur pays avant le 13 mars, sous peine d'être déchues de leur nationalité. Vous avez décidé de rester en Allemagne. Pourquoi ?

— La dictature actuelle est pire que celle que nous avons vécue voilà une dizaine d'années. La répression est impitoyable, les prisons sont pleines, la torture est fréquente. Comment retourner dans un pays où même la censure sur les arts et les lettres prend des proportions démentielles ? Nous avons jugé plus utile de rester à l'étranger pour poursuivre notre combat. En Turquie, nous aurions été emprisonnés dès notre arrivée et traduits devant les tribunaux pour avoir osé condamner la dictature.

— Comment se manifeste la censure dans le domaine des arts et des lettres ?

— Toutes les méthodes, mêmes les plus viles, sont employées par les militaires au pouvoir. Ils n'hésitent pas à faire publier dans la presse des photos falsifiées ou des documents préfabriqués pour briser la carrière des intellectuels démocrates. Dans leur haine, ils en sont arrivés à interdire toutes les chansons des compositeurs ou des artistes qui refusent de se soumettre. C'est notre cas. La liste de ces chansons a été publiée dans la presse.

— Cela ne vous gêne-t-il pas d'avoir perdu la nationalité turque ?

— Aucun militaire ne pourra jamais nous retirer ce qui nous appartient, depuis notre naissance. Le décret du général Evren est grotesque en soi. Mais il y a mieux : en vertu de l'article 9 de la loi sur la citoyenneté, notre petite fille Zeynep, âgée de dix-huit mois, a perdu elle aussi sa nationalité, parce que nous sommes tombés sous le coup de la loi. N'a-t-on pas dépassé les limites du ridicule ?

Propos recueillis par Edouard BAILBY

TRIBUNE

Le test d'El Salvador

par Georges SARRE *

A El Salvador, la mort et la terreur sont devenues le lot quotidien d'un peuple martyr. Les récits qui nous parviennent de ce petit Etat d'Amérique centrale dépassent les limites de l'horreur.

Que ce soit l'armée, les groupes paramilitaires ou les escadrons de la mort, toutes les forces de la junte au pouvoir tuent et assassinent la population civile, suspecte de sympathie pour la « guérilla », et mènent contre elle une répression féroce. Douze mille Salvadoriens sont morts en 1980, cent mille ont fui la terreur en cherchant asile. Dans tout le pays, des milliers d'hommes et de femmes se terrent et tentent de survivre.

Devant ces crimes, ces exterminations, cette folie meurtrière, la lutte que conduit le Front démocratique révolutionnaire représente une somme d'héroïsme et de courage qui interpelle, au-delà de toutes les frontières, les hommes épris de liberté.

Pour les Etats-Unis de Ronald Reagan, El Salvador représente un test. A un double titre : en premier lieu, c'est la première application d'une nouvelle politique du gendarme en Amérique latine et centrale. Le soutien matériel et financier à la junte, l'envoi de conseillers militaires américains marquent le retour de l'impérialisme sauvage, cynique et sans fard. Le « nouveau départ pour l'Amérique », c'est surtout un nouveau départ pour la politique du « gros bâton ».

El Salvador est aussi un test pour mesurer la docilité des alliés des Etats-Unis. Il faut souligner ici l'extrême violence des pressions exercées à ce sujet par l'envoyé spécial de Reagan, Eagleburger, tant à Paris qu'auprès de la Commission des communautés européennes.

Le délégué américain entendait faire cesser toute aide des pays européens et de la CEE aux populations salvadoriennes. Il entendait transformer l'aide humanitaire en instrument de pression pour affaiblir encore et affamer un peuple en lutte contre la junte. Il n'est pas excessif d'affirmer que l'attitude du gouvernement français devant ces pressions a été lamentable. Le ministre français des Affaires étrangères a accepté sans sourciller les thèses américaines et les a pratiquement reprises à son compte : El Salvador serait donc victime de la subversion castriste !

Eternel prétexte pour dissimuler l'aspiration des peuples d'Amérique latine à la liberté et à la justice. Une nouvelle fois, par la complaisance et par l'alignement inconditionnel, Giscard d'Estaing a abandonné la vocation de la France.

La Commission de Bruxelles a été manifestement ébranlée par les injonctions américaines, et le retard pris pour l'envoi de l'aide alimentaire risque fort d'être interprété en ce sens. Il demeure qu'elle n'a pas cédé, et que les secours sont désormais acheminés à El Salvador.

Le drame d'El Salvador nous éclaire sur la manière dont les Etats-Unis conçoivent leurs relations avec la France et l'Europe. C'est une raison supplémentaire pour faire de l'indépendance nationale un objectif prioritaire des socialistes. Il n'y aura pas de liberté pour les peuples d'Europe sans dégagement de l'emprise des blocs.

A Paris, les « Six Heures pour El Salvador », organisées le 20 mars par le comité d'initiative **Six Heures pour El Salvador et l'Amérique centrale,** marquent aussi l'engagement clair des intellectuels et des forces de gauche aux côtés de cette lutte exemplaire contre l'impérialisme.

**Député socialiste à l'Assemblée européenne. Membre du comité directeur.*

L'antiracisme aussi s'apprend sur les bancs de l'école


(Photo Frédéric Pitchal)

Comment prévenir le racisme par l'éducation ? Dans le cadre de la Journée internationale contre le racisme, la LICRA organise autour de ce thème un colloque à l'Unesco. « *La vérité sort de la bouche des enfants* », dit-on : or ceux-ci tiennent parfois de curieux propos, qui ne sont que le reflet de ce qu'ils ont entendu chez eux ou à la télévision !

A l'école maternelle, les petits jouent ensemble sans se préoccuper apparemment de la couleur de leur peau. Il serait néanmoins hâtif de prétendre que le racisme n'y existe pas. « *Mais il ne se perçoit que si l'on est soi-même sensibilisé au problème* », reconnaît Lydia Halimi, la directrice de l'école de la rue de Marseille, à Paris. Située dans le quartier populaire de la place de la République, cette maternelle accueille des enfants de milieux et de nationalités les plus divers. Ce qui n'est pas toujours du goût de tous les parents. Or les enfants subissent tout naturellement les influences de leurs familles.

L'anecdote racontée par Lydia Halimi est, à cet égard, édifiante : « *Claire, une de mes élèves, âgée de cinq ans, a demandé à sa mère, un dimanche, de cueillir un bouquet pour Olivier.* « Olivier ? — Un garçon de la classe... » *Le lendemain matin, la mère a plaisanté avec l'institutrice en lui remettant les fleurs :* « Ma fille a visiblement le béguin pour un petit copain. » *Attendrie, l'institutrice a appelé Olivier dans la cour de récréation. Stupeur de la visiteuse : il était antillais.* « Ma fille est folle, elle aime un Noir ! » *Les deux gosses étaient profondément mal à l'aise, et je n'ai pas voulu laisser passer l'incident. On en a discuté tous ensemble dans la classe ; les enfants ont dit que la mère était* « jalouse, méchante, égoïste... ». *Mais le mal était fait. Plus jamais Claire ne regardera Olivier de la même manière : elle sait désormais confusément que son ami déplaît...* »

« *Quand l'enfant perçoit l'autre comme étant différent de lui, il n'y a pas lieu de dramatiser,* souligne Lydia Halimi. *Il est parfaitement normal qu'il se rende compte qu'untel est noir, que tel autre est roux. Le racisme ne consiste pas à marquer la différence, mais à dénier à l'autre d'avoir les mêmes droits que soi.* »

Les parents ont donc une lourde responsabilité dans ce domaine : l'enfant s'amuse de la même façon avec le fils de la concierge ou du diplomate, qu'il soit français, espagnol ou maghrébin. Ce sont les adultes qui l'inciteront à choisir ses amis de préférence dans le même milieu socioculturel : « *Que fait son papa ?* » La question est rarement neutre ; on tolérera un goûter avec la fille de réfugiés sud-américains ou d'une famille libanaise, mais les parents accepteront moins bien l'invitation d'un maçon portugais ou algérien.

A l'école primaire, les choses se compliquent : Michel Jaulin, directeur d'école boulevard de Belleville, à Paris, reçoit à chaque rentrée des parents inquiets de voir leur progéniture « *mêlée à des étrangers* ». Lui s'en félicite : « *Chez nous, vingt-sept nationalités sont représentées : des Asiatiques, des Africains, des Maghrébins,*



des Turcs, des Portugais, des Antillais. Les Français ne constituent que 40 % des effectifs. » D'où la peur de certains que leurs enfants soient pénalisés sur le plan scolaire : « *Avec tous ces immigrés...* »

Le directeur, dans ce cas, ne les retient pas. Cela ne signifie pas qu'ici tous les parents soient tolérants ; mais Michel Jaulin est formel : « *On ne constate aucun racisme. Il y a des musulmans, des chrétiens, des juifs, des animistes, des hindouistes : ils sont forcés de s'accepter.* » Le racisme naît de l'ignorance. L'apprentissage de la diversité est le *b.a.ba* de la tolérance. Il ne nie pas pour autant que des bagarres puissent éclater et dégénérer, que des injures soient proférées : « *Un Maghrébin est toujours traité d'Algérien, dans un sens péjoratif... Mais on ne peut pas parler de mise à l'écart. Il y a, bien sûr, quelques clans formés entre gosses de culture identique. Cela nous pose le même problème : si le contingent d'une nationalité augmente, les enfants se regroupent entre eux et les progrès scolaires en pâtissent.* » Il reconnaît que certains ont plus de difficultés que d'autres : « *Les Guadeloupéens, surtout, ont un handicap de langue ; mais eux ne bénéficient pas de classes d'initiation : ce serait un scandale puisque c'est réservé aux étrangers.* »

Cette ségrégation, l'école de la rue Vitruve, à Paris, semble parvenue à l'éviter. Dans les cours de portugais ou d'arabe, on trouve non seulement des enfants de nationalités correspondantes, mais aussi d'authentiques petits Français. « *Cela pour leur montrer que, loin d'en savoir moins qu'eux, les immigrés connaissent une autre langue. Les Français comprennent d'ailleurs mieux leurs difficultés en se mettant à leur tour en position d'apprentissage* », explique Jean-François, un des instituteurs.

Sur deux cent trente enfants, il y a 30 % d'étrangers. « *On fait tout pour qu'il y ait enrichissement mutuel. Nous organisons des réunions, des spectacles, des repas interculturels. Chacun apporte ses recettes, les contes de son pays ; c'est très bon pour les enfants d'immigrés nés en France, qui ont tendance à infériorisier leur propre culture.* »

Ma mère a dit : « T'as pas honte ? »

Après l'attentat de la rue Copernic, le 3 octobre 1980, le président de la République a demandé par circulaire que les enseignants fassent un cours à leurs élèves « *sur le caractère pluraliste, tolérant et fraternel de la société française* ». A Vitruve, on n'avait pas attendu cette injonction pour réagir. Mais l'enfant est soumis à toutes les pressions de son environnement ; il écoute la radio, regarde la télévision ; il n'est pas toujours simple de lui inculquer le respect de l'autre quand, dans la rue où il vit, il est témoin chaque jour du racisme des adultes.

A la suite d'un débat organisé par Christian Sauvage, journaliste et membre d'Amnesty International, les élèves de cours moyen et d'une classe de seconde du CES voisin formulaient des critiques salutaires. Le racisme, ils en sont tout à fait conscients : « *Ce n'est pas bien.* » Ils n'en comprennent pas toujours les causes : « *Les étrangers, on ne les considère pas de la même façon* », affirme péremptoirement une petite fille. Pourquoi ? « *A cause de la couleur de leur peau et parce qu'ils parlent mal français.* » Mais elle convient que son copain cambodgien risque beaucoup moins d'ennuis qu'un Guadeloupéen... « *Mon père, il est Algérien ; il est peut-être un peu bronzé, mais il a la même peau* », remarque une autre. « *Moi, quand mon frère a embrassé Adèle, ma mère lui a dit :* « T'as pas honte ? C'est une noiraude ! » *Pourtant, c'était une enfant comme une autre.* »

« *Moi, quand on m'a traitée de sale juive, j'ai pleuré* », murmure une adolescente. « *Oui, mais alors pourquoi tu dis que tu n'épouseras qu'un juif ? Toi aussi, tu es raciste* », rétorque son petit voisin. « *Non, c'est une question de religion.* » « *Les Français, ils se croient forts, mais c'est toujours les Noirs qui portent les caisses.* » De partout, les réflexions fusent, décousues. Un garçon, soudain très grave, s'interroge : « *Si on sépare les racistes et les non-racistes, avec qui on va être copain ?* »

« *Le racisme interpelle tout particulièrement les enseignants,* souligne Patrice Beghain, secrétaire général du SGEN. *Il y a deux réponses possibles : celle du discours de morale inadapté et mystificateur, ou la mise en question de l'école elle-même, qui ne prend absolument pas en compte le pluralisme culturel... L'école de Jules Ferry a été l'école de l'uniformisation. N'oublions quand même pas qu'il était interdit, il n'y a pas si longtemps, d'y parler occitan ou breton.* »

Carine LENFANT


(Photo Frédéric Pitchal)

Le rôle des enseignants

COMMENT l'institution scolaire peut-elle remplir correctement son rôle dans la lutte contre le racisme et l'antisémitisme ? Pour tenter de répondre à cette question, plus de trois cents enseignants, venus de trente-cinq pays, s'étaient réunis du 10 au 14 novembre dernier à Tel Aviv. Le Syndicat national des instituteurs et la Fédération de l'éducation nationale y participaient.

« L'éducation, *rappelait André Henry, secrétaire général de la FEN,* s'attache à développer la nature propre de chaque individu, à favoriser son épanouissement personnel, à compenser les handicaps socio-culturels pour faciliter son intégration dans le milieu social, qui varie selon le pays où il vit. Il ne faut pas pourtant que l'éducation soit limitée à la connaissance de ce seul pays, enserré dans ses frontières. Chaque nation devrait enseigner à ses enfants non pas sa propre histoire, mais également l'histoire des peuples du monde. Des erreurs sont commises dans les manuels scolaires. Elles sont fondées sur un nationalisme étriqué qui déforme les vérités historiques. Il n'est que de regarder la manière dont on enseigne les grandes découvertes. »

*Aujourd'hui, il paraît nécessaire d'inclure, dans les programmes scolaires, des chapitres entiers consacrés à l'antisémitisme, à ses causes et ses effets, à l'*apartheid *comme aux génocides.*

Les enseignants ont émis aussi le souhait de rectifier, dans les manuels de sciences naturelles, les éléments susceptibles d'accréditer les théories racistes, qui ont la prétention de prouver la supériorité d'un groupe sur un autre.

« Pour imprégner l'enfant et l'adolescent du danger et de la nocivité du racisme et de l'antisémitisme, l'école ne peut et ne doit pas être ségrégative. »



La chute d'un corps

IL sortit du parc (1) vide et désespéré. Démarche affaissée et pas très clair le blanc de l'œil. C'était un homme en déroute. Qu'est-ce qu'il y a, mon lapin ? On t'a fait des misères...?

Pauvre Wladimir ! Depuis trois ans, il s'était piqué de devenir un sportif. Il ne buvait plus, ne fumait pas ne dépassait jamais quinze cents calories par jour et se balladait partout avec une balance cachée dans un petit sac de cuir. Plus de glace à la pistache ni de charlotte au chocolat. En avril sa copine l'avait quitté : il ne la touchait plus. Maintenant, il se consolait en s'envoyant dix bornes chaque soir après le boulot. Sudisette, interval-training et tout et tout.

Pauvre Wladimir... Vous ne devinerez jamais ce qu'il venait d'entendre :

« Les pontes disent qu'il n'est pas bon de se tuer à l'entraînement, qu'on peut bouffer de tout, que la sudisette et le sauna ne font pas maigrir, que les excès sportifs risquent de déséquilibrer le métabolisme, créer des névroses, perturber la vie quotidienne et rendre malheureux. Je n'y comprends plus rien. »

Pauvre Wladimir ! Enfin, c'est un sportif, il s'en remettra.

Dominique DUVAUCHELLE

(1) Le 12 mars s'est tenu au Parc floral de Paris un colloque sur « les activités sportives des 20-25 ans ».

Face aux meilleurs

Le XV de France, déjà vainqueur du Tournoi des cinq nations, restera-t-il invaincu après son match contre l'Angleterre?

JEAN-PIERRE RIVES va-t-il rejoindre dans la légende Christian Carrère et Jacques Fouroux, les deux derniers capitaines du XV de France ayant remporté le grand chelem? Les partenaires du Toulousain succèderont, peut-être, samedi en fin d'après-midi, aux Tricolores de 1968 et de 1977. Composée d'un peu de talent, de beaucoup de courage et de bonne volonté, cette équipe a réussi à faire oublier les déconvenues d'Afrique du Sud et de Roumanie et a profité de la faiblesse du rugby européen pour remporter ses trois premières rencontres. Tour à tour, les Ecossais, les Irlandais et les Gallois ont mordu la poussière devant la détermination des Français. Le XV de la Rose est sans nul doute la meilleure équipe de ce tournoi. Elle a essuyé son seul échec à l'Arms Park de Cardiff durant les arrêts de jeu et elle est déterminée à revenir au niveau des Français, ce qui lui permettrait de remporter, elle aussi, le tournoi.

Dans son antre de Twickenham, Beaumont et ses équipiers miseront sur la solidité et le poids du paquet d'avants. Mais ils pourront également compter sur leurs lignes arrière très complémentaires. Les ailiers Carleton et Slemen et les centres Dodge et Woodward sont expérimentés et talentueux. Les sélections avec l'équipe des Lions sont là pour le prouver. Rapides, prenant des risques, solides en défense, ils ont reçu depuis peu un apport appréciable en la personne de l'arrière Rose qui a dynamité la défense irlandaise pour sa première sélection.



Les Tricolores vont donc passer un examen des plus difficiles. Mais l'obstacle se doit d'être franchi quand on est à la quête du Graal pour un rugbyman: le grand chelem.

La botte de Laporte, les départs de Joinel et le désir de toujours mieux faire de Berbizier peuvent emporter la décision. Mais, quel que soit le résultat, oserons-nous espérer que trente garçons vont jouer au rugby pendant quatre-vingts minutes et non se livrer à de déplorables débordements?

J. F.

AU SPRINT

• **LA YOUGOSLAVE MIMA JAUSOVEC** a éliminé l'Australienne Wendy Turnbull 6-3, 7-6, jeudi, dans un match comptant pour le tournoi de tennis féminin de Boston, doté de 150 000 dollars.

• **L'ARGENTIN GUILLERMO VILAS**, le favori numéro un de l'Open de tennis, à été éliminé en huitièmes de finale par le Roumain Ilie Nastase, jeudi soir, à Nancy, devant plus de 3 500 spectateurs.

• **A L'HIPPODROME DE PARIS**, après la victoire d'Acariès *(voir notre compte rendu, p. 16)* les résultats ont été : poids lourds (8 × 3) : Sylvain Watbled (Fr.) bat Avenamar Peralta (Esp.) par arrêt sur blessure à l'appel de la 3e reprise ; poids moyens (10 × 3) : Jean-Marie Emébe (Cameroun) bat Argand Yildrim (Turquie) par arrêt de l'arbitre à la 9e reprise ; poids moyens (6 × 3) : Jean-Luc Lamy (Paris) bat Maurice Renaud (Nancy) au points.

• **L'EQUIPE SUEDOISE FORMEE** par Pia Nelson et Charlotte Montgomery a pris la première place du 6e Tournoi mondial de golf par paires qui a débuté jeudi à Cali.

• **LE FC SOCHAUX-MONTBELIARD** sera entraîné, la saison prochaine, par Pierre Mosca, qui est actuellement à l'Institut national du football, à Vichy, apprend-on jeudi auprès du club sochalien.

Pierre Mosca, trente-six ans, est un ancien professionnel, qui jouait généralement en milieu de terrain.

Il succèdera, à Sochaux, à Jean Fauvergue (appelé à des fonctions administratives), devenant ainsi l'adjoint du manager René Hauss.

• **JEAN CARMIN, CHAMPION DE FRANCE DE SKI NAUTIQUE** en 1978, troisième au championnat d'Europe la même année, a trouvé la mort dans un accident de la route à Tahiti, au cours de la nuit de mercredi à jeudi.

• **L'EQUIPE CHILIENNE DE FOOTBALL** a battu celle de Colombie par deux buts à un, au cours d'un match amical qui s'est déroulé jeudi à Santiago du Chili. La marque a été ouverte par le Chili dès la première mi-temps par l'intermédiaire de Caszely.

• **L'AUSTRALIEN MARK EDMONSON ET LE TCHECOSLOVAQUE PAVEL SLOZIL** se sont qualifés jeudi soir pour les quarts de finale du tournoi de Nancy, comptant pour le Grand Prix, en battant respectivement l'Italien Adriano Panatta et le Yougoslave Zeljko Franulovic.

Footballeur condamné pour violence

Un footballeur a été condamné mardi à une amende de 2 000 francs pour avoir agressé l'arbitre lors d'un match. Alors que son équipe, l'AS Gerstheim, était dominée par quatre buts à deux. M. Yves Kintz s'était mis à injurier l'arbitre, lui reprochant notamment de n'avoir pas sifflé une irrégularité.

D'insultes en insultes, l'algarade s'était rapidement envenimée. Le joueur irascible n'avait pas tenu compte des cartons, d'abord jaune puis rouge, symbolisant les pénalités, que le maître du jeu lui avait infligés pour tenter de le faire revenir à la raison.

Finalement, M. Kintz avait asséné un coup à la nuque de l'arbitre, qui s'était effondré, avait perdu connaissance et avait dû subir plusieurs jours d'hospitalisation.

Hormis l'amende, le tribunal de Strasbourg a condamné le joueur à 1 000 francs de provision à verser à la partie civile et à 1 franc de dommages et intérêts, à la société des arbitres.

Dao dit tout

L'entraîneur national de basket juge les quatre clubs de la poule des As

La seconde journée de la poule des « As » du championnat de France de basket va opposer samedi Orthez à Tours, tandis que Villeurbanne recevra Le Mans. Pierre Dao, entraîneur national, a assisté la semaine dernière aux deux premières rencontres de la poule. Il est parti, mercredi, aux Etats-Unis en compagnie d'autres dirigeants de la fédération. Avant son départ, il a livré ses commentaires à *Combat socialiste*.

— Quels sont les enseignements que vous tirez après avoir vu Tours-Villeurbanne et Le Mans-Orthez ?

— Je pensais que ces rencontres seraient d'un très haut niveau. Malheureusement, le spectacle n'a pas été d'excellente qualité.

Les équipes étaient contractées, elles ont perdu beaucoup de balles et n'ont pas fait preuve d'une grande adresse.

— Cela veut-il dire qu'aucune des quatre équipes ne vous a impressionné ?

— A Tours, j'ai vu une équipe de Villeurbanne qui ne s'est jamais paniquée. Elle a remonté un handicap de dix points sans forcer la mécanique. Gilles et Monclar ont su garder les rênes. Mais c'est surtout la très mauvaise partie de Tours qui explique cette défaite. Pondexter a réalisé un grand match, mais l'expérience prouve que Tours est toujours faible quand Pondexter est très fort. Je l'ai vérifié lorsque j'entraînais Tours.

De plus, Cachemire et Senégal relevaient de blessures et Brun est absent. Concernant la rencontre entre Le Mans et Orthez, je dirai que seules les dix premières minutes ont été dignes d'un match de playoff. Ensuite, j'ai constaté une baisse de rythme et la partie s'en est ressentie.

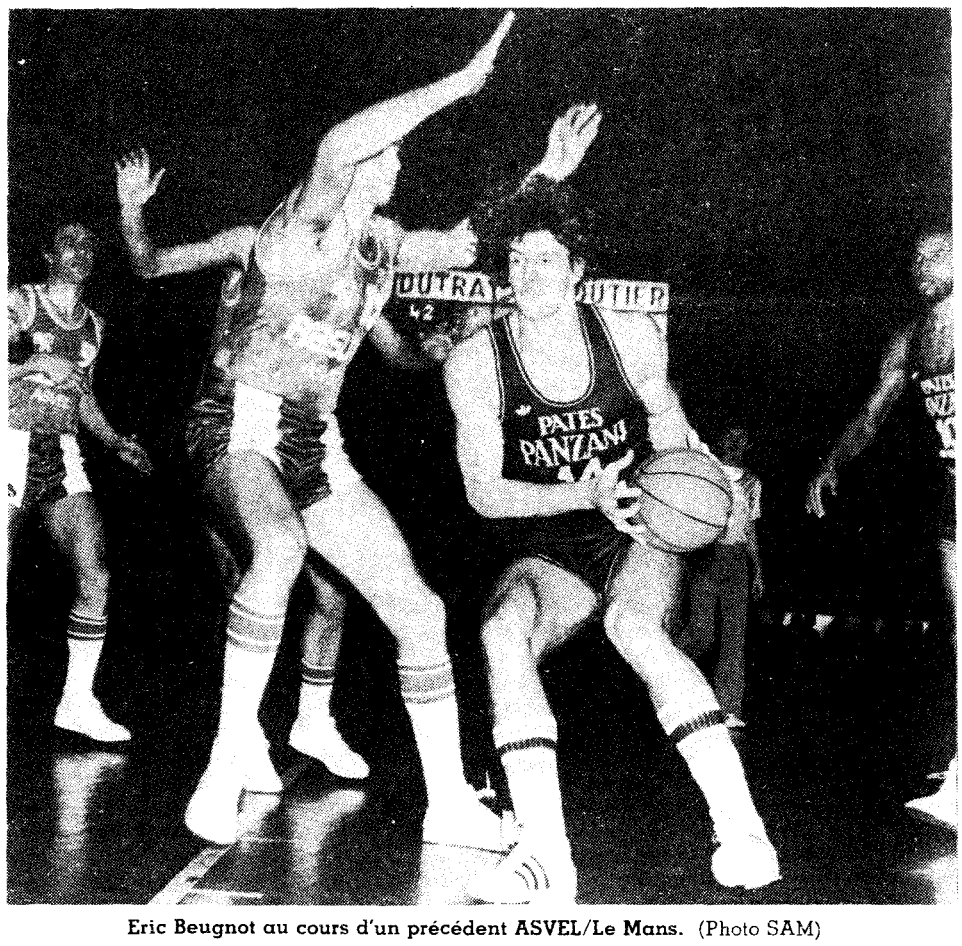
En fait, Villeurbanne et Orthez, malgré sa défaite, ont fait un pas en avant par rapport à leurs adversaires.

— Quelles sont les individualités qui vous ont le plus marqué ?

— Je ne parlerai que des internationaux. Monclar a dominé Senégal qui était convalescent. Szaniel s'est montré concentré en défense, mais a été moins tranchant qu'à l'ordinaire en attaque. J'ai déjà dit que Cachemire relevait de blessure. Eric Beugnot, malgré son manque d'adresse, reste le numéro un français. Manquer trois paniers consécutivement ne remet pas en cause la valeur d'Eric. Bill Cain a été bon en défense et au rebond et je pense le rappeler en équipe de France.

A Orthez, j'ai surtout vu une équipe qui a joué très collectivement. Toutefois, Hufnaghel a réussi une bonne seconde période et a bien défendu devant Eric Beugnot. Enfin, il se peut que je rappelle Mathieu Bisseni. Il est dans le même cas que Cain.

Propos recueillis par Félix CHIOCCA



Eric Beugnot au cours d'un précédent ASVEL/Le Mans. (Photo SAM)

François Mitterrand à l'Unesco

«Inventons ensemble le siècle qui vient»

EN 1964, Salvador Allende et François Mitterrand avaient conçu le projet d'organiser à Paris une rencontre culturelle mondiale, pour permettre aux savants, aux artistes, aux chercheurs, aux responsables politiques, de confronter leurs idées et de fixer ensemble de nouveaux caps à la civilisation.

Il a fallu attendre sept ans pour que ce symposium ait lieu, le 19 mars, à l'Unesco. Présidée par Léopold Sédar Senghor, dédiée à la mémoire d'Allende et en présence de son épouse, la manifestation a réuni un bon millier de participants provenant d'une trentaine de pays.

Impossible d'énumérer toutes les sommités qui ont répondu à l'appel de Jack Lang, délégué socialiste aux affaires culturelles. Sur l'estrade, aux côtés du président Senghor, on reconnaissait George Wald, prix Nobel de physiologie et président du Tribunal des peuples; Mme Geiler, ancienne présidente de Bolivie; Mgr Arséo, archevêque de Cuernavaca (Mexique); Aurélio Peccei, président du Club de Rome; Elie Wiesel, ancien conseiller du président Carter et président de la commission de l'holocauste; Alfred Kastler, prix Nobel; Adolfo Perez Esquivel, prix Nobel, etc. Dans la soirée, les leaders socialistes prirent le relais, avec Willy Brandt, Andreas Papandreou, Melina Mercouri, Olof Palme, Felipe Gonzalez, le Hollandais Joop van den Uyl, et, bien sûr, Lionel Jospin, Gaston Defferre, Jacques Attali, Régis Debray, Charles-André Julien, témoins de toute l'histoire du socialisme français, auxquels fut rendu un hommage exceptionnel.

« *Pourquoi cette fête et pourquoi ici?* » s'interrogea François Mitterrand, après avoir remercié de son accueil M. M'Bow, directeur de l'Unesco. « *Parce qu'un Français socialiste est citoyen du monde et se sent donc un peu chez lui dans cette maison. Ce fut d'ailleurs un socialiste, Léon Blum, qui, en 1945, proposa Paris comme siège de l'Unesco. Aujourd'hui, notre rencontre prend une valeur singulière. Il s'agit d'empêcher qu'on nous confisque la parole, qu'on la détourne et nous la rende sous la forme d'un mot d'ordre. Il convient de la restituer aux sans voix...*

» *Entre l'homme politique et l'homme de culture existe une parenté profonde Le sens visionnaire est à l'œuvre chez le premier lorsqu'il fait basculer le monde, mais aussi chez l'architecte qui recompose l'espace, ou chez le romancier, le savant... Face aux muets de la vie et de l'esprit, l'homme politique doit être animé par deux attitudes contradictoires. D'abord par l'humilité qui le pousse à s'interroger sur soi-même, à écouter autrui, mais aussi à se méfier de ces médecins de Molière, ces comiques experts qui fabriquent chaque jour du tragique...*

Nous vivons une deuxième renaissance, avec ses angoisses, son pessimisme... Quelle crise quelle violence, mais aussi quelle force vitale! Et à présent la planète tout entière sert de théâtre aux opérations. Il a fallu des siècles pour apprendre à lire aux Français; mais, en trente ans, tous nos toits ont eu leur antenne de télé... Nous voici citoyens d'un village planétaire, mais notre prochain s'est éloigné de nous. Nous connaissons mieux le visage de Reagan que celui de notre voisin de palier... »

Réensemencer, décentraliser, créer

A ce rappel à l'humilité succède une invitation à l'audace, à la création d'un nouveau projet culturel qui mobilise tous les talents.

« *Le socialisme est d'abord un projet culturel,* déclare Mitterrand. *Il implique un choix de civilisation plus encore que de société, un choix de vie, parfois de survie.* » Et de dénoncer ce système « *à bout de souffle qui désespère l'homme, l'enferme dans sa solitude* », de stigmatiser « *le chômage, cette offense à la vie* », d'affirmer il importe de tourner le dos aux méthodes présentes. Où en est la culture après avoir été « gérée » par cinq ministres successifs?

« *Des milliers d'enfants sont privés du droit d'accès à l'éducation artistique, des millions de citoyens sont conditionnés par des bombardements d'images,* nous rappelle François Mitterrand. *Nous rappelle François Mitterrand. Nous avons trop tendance à croire notre civilisation immortelle. Pour qu'elle connaisse un nouvel essor, il faut multiplier par dix l'effort national, réensemencer, décentraliser, créer. Comme le disait Rolf Liebermann, l'ancien directeur de l'Opéra, "la culture n'est pas un cadeau du gouvernement mais un droit du peuple"* » Et d'annoncer aux créateurs, aux artistes, aux savants, que si demain la gauche est au pouvoir, « *ils seront au cœur du mouvement et non à sa lisière* ». Parmi les projets énoncés, signalons « *le pacte national pour la culture, fruit d'une consultation avec tous les intéressés et s'inspirant d'un cahier de desiderata; la création d'un Conseil pour la science et la culture directement rattaché à la présidence de la République et doté d'une importance égale à celle des instances de planification économique ou militaire; la création d'un Conseil international de la culture, ouvert à tous les courants.* » La nécessité de *décentraliser,* ou mieux de « *dé-Versailliser* » (dont Gaston Deferre parla aussi éloquemment) s'appuie sur les initiatives prises, à leurs frais, par les municipalités socialistes : Lille, Marseille, Grenoble, Rennes, Villeurbanne; voilà où s'éveille le socialisme culturel au prix d'immenses sacrifices financiers.

« *Les solutions sont connues, il suffit de vouloir,* conclut François Mitterrand. *Inventons ensemble le siècle qui vient. Si le rôle premier appartient aux créateurs et aux chercheurs, l'Etat doit lui aussi faire preuve d'imagination... Pourquoi ne pas créer une Cité internationale de la musique, une Ecole européenne du cinéma, un Centre de langue et de culture latine? Et dans huit ans, la Révolution française aura deux cents ans. Pourquoi ne pas organiser une grande exposition nationale, parisienne et décentralisée, un immense musée vivant... pour que la France soit à nouveau fière de son histoire?* »

Le discours, coupé de raffales d'applaudissements, s'achève sur cette citation d'Octavio Paz :

« *Je place mon espérance dans les flamboyants et dans les hommes du lointain.* »

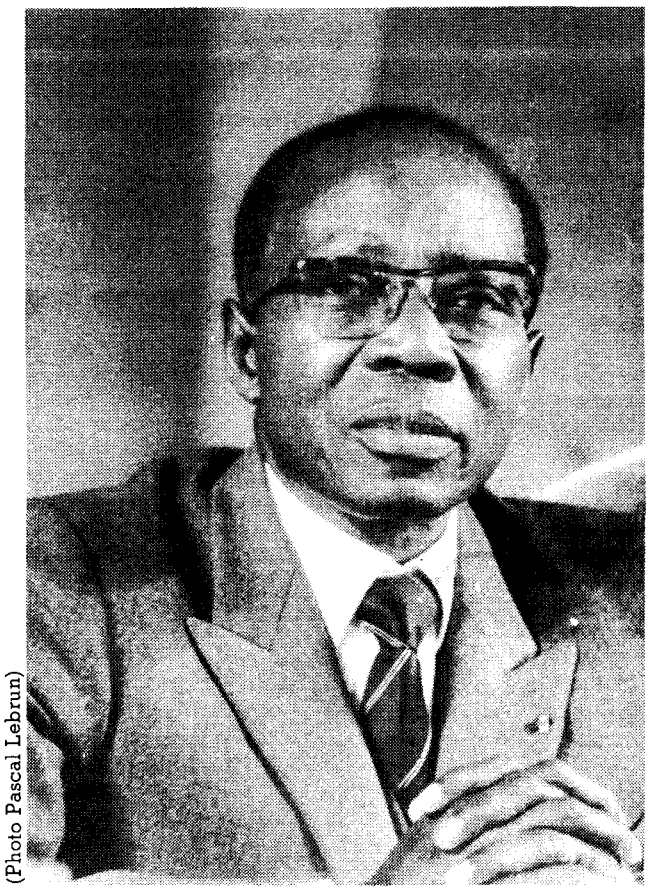
« *Dans la reconquête de soi, la renaissance d'un pays maître de sa destinée,* ajoute Mitterrand, et, se tournant vers son ami Willly Brandt qui avait, une heure plus tôt, émit le vœu que le candidat socialiste ne soit pas seul à combattre pour la liberté, il lui lance : *Soyez-en sûr, je ne me sens pas seul pour défendre la vie!* »

Gabrielle ROLIN



(Photo Pascal Lebrun)

« Inventons ensemble le siècle qui vient. »



(Photo Pascal Lebrun)

Léopold Sédar Senghor

Ils ont dit...

Le président Léopold Sédar Senghor : « Goethe prétendait que chacun, devait être grec à sa façon. Je crois que chacun, aujourd'hui, doit être un métis culturel. »

Jacques Attali : « Dans la société marchande en crise, le dialogue des objets supplante le dialogue des hommes. »

Aurélio Peccei : « L'avenir ne peut plus être prédit, il doit être inventé. »

Le professeur Léon Schwartzenberg : « Il est aussi facile de supprimer la famine que d'aller dans la lune. Si on voulait! »

Elie Wiesel : « N'oubliez pas qu'au temps d'Auschwitz les assassins lisaient Goethe et chantaient Mozart. L'avenir de la culture dépend de la mémoire des survivants et de leur exigence morale. »

Adolfo Perez Esquivel : « Quel sens ont la science et la culture si elles ne sont pas au service des hommes? »

Luigi Comencini : « Il importe de rétablir la primauté d'une culture qui amènera à raisonner et pas seulement à voir. »

Claude Manceron : « L'utopie réaliste nous engage à aller au fond de l'inconnu pour trouver du nouveau. »

Mme Salvador Allende : « Dans son effort pour écraser l'identité chilienne, la dictature militaire de Pinochet s'attaque aux universités qu'elle démantèle, particulièrement les départements de science sociale. »

Giorgio Strehler : « Il est temps de fonder un nouvel humanisme, englobant une pluralité de vérités. »

Cette semaine dans l'unité

- Deux interviews chocs :
  — François Bloch-Lainé
  — Pierre Salinger.
- Lettre ouverte à Alain Peyrefitte
- Et l'éditorial de Claude Estier : les tricheurs.

Lâchez tout!

Le surréalisme à l'assaut du quartier des Chartrons

Le très sage et très morne — et très hiératique — quartier des Chartrons est tout bouleversé. A deux pas de ses austères façades grises, les entrepôts Laîné explosent sous le ravageur slogan : « Lâchez tout ! » Signe de ralliement. Bannière de subversion. On est prié de laisser sa raison à la porte. La folle du logis est à l'honneur, la fantaisie, le délire. La révolution... surréaliste.

Breton, Crevel, Vaché, Eluard, sont morts. Le mouvement s'est dissous. Acte officiel de décès : 1969... « Surréalisme pas mort ! » clame pourtant la Compagnie dramatique d'Aquitaine, qui, sous l'« alchimie » de Dominique Paquet, et avec les concours du ciné-club Jean Vigo (qui a procuré les films surréalistes), de l'université de Bordeaux III (qui anime des conférences-débats) et du Centre d'arts plastiques contemporain (CAPC) (qui organisait une exposition hélas invisible le jour de l'inauguration !), a conçu ce « mois surréaliste » de quinze jours... jusqu'au 29 mars.



L'Entrepôt Laîné à l'épreuve du surréalisme.

Branle-bas de combat

« SURREALISME pas mort ! » Bordeaux l'affirme. Bordeaux le prouve. Le « goupe » a disparu depuis onze ans, mais « *ce qui subsiste, c'est l'esprit surréaliste* », conclue l'enquête menée auprès de Jean Schuster, Jean Bazin, Jean-Claude Silberman... par Dominique Paquet et Bernard Amberée, au cours de l'étape audio-visuelle d'un parcours en clair-obscur. Rougeoyant, mystérieux train fantôme, peuplé d'apparitions étranges. Masques fantastiques. Flippers bavards. Lits de voiles blanches où repose quelque momie assoupie au masque d'or... Çà et là, sibyllins, des fragments de discours automatique : « Il faut battre sa mère pendant qu'elle est jeune »... « Ne ratez pas le squelette de vos aïeux »...

Au centre, ombres blafardes, émergent de dérisoires victoires de Samothrace. Plus loin, embrumé de grisaille, un énorme entonnoir côtoye un sablier brisé. Un peu plus loin encore, de maussades lunes voisinent avec de grincheux hiboux. Devant, on y parle d'André Breton... André Breton, évoqué dans le décor de *Alice au Pays des merveilles*...

Apocalypse

Une Alice, qui tout à l'heure a un peu déçu les classes d'enfants qui se pressaient sur les gradins. Le non-sense, le subtil et magique pouvoir des mots, chers à Lewis Carroll, étaient bien au rendez-vous. Mais l'espace, un peu étroit. Mais la folie, un peu oubliée sur la scène...

Quelques instants plus tard, ce sont les adultes qui ont rendez-vous avec Philippe Soupault et... *Rendez-vous,* dans un décor de sable et d'apocalypse. Pièce surréaliste ?

Voire. Signée par un surréaliste, certes. *Rendez-vous* est une manière de *Huis-clos* mâtiné de Beckett. Une pièce de l'absurde, qu'eût pu aussi revendiquer Camus. Le temps est aboli. La situation sans issue. Sept personnages ont rendez-vous avec le temps, avec l'angoisse. Avec la mort. Condamnés à « attendre », toujours, parce qu'il en est ainsi. « Parce qu'il le faut. »...



Le « vaisseau amiral » de José Pierre.

Le Vaisseau Amiral de José Pierre, créé pour la circonstance, est d'une tout autre trempe. Surréaliste, sans doute, puisque José Pierre se réclame toujours de l'« esprit surréaliste ». Mais surtout truculente, emportée. D'une verve dont on ne sait si elle est héritée de Jarry ou de... Rabelais. Un amiral sans vaisseau dialogue avec un roi sans royaume. L'amiral est dans les affres : il a perdu son bouton de col ! Le roi n'est pas heureux, il a vendu toute sa flotte et le reste, aux Portugais. Au loin, la guerre civile. Ici on en reste à rechercher ce « foutu bouton de col ». Ou à tenter de préserver sa non pareille « couronne de merde ». Querelles capricieuses de deux tyrans mégalomanes ou... monomanes. La Femme, la grande Médiatrice, saura seule guérir leurs tourments et le retrouver ce fameux bouton de col. La pièce est désopilante. Inquiétante aussi. Soutenue par une mise en scène vive, astucieuse, intelligente et superbe, signée par Patrick Simon. Sûr, on entendra bientôt reparler de lui... !

Mais le plus surréaliste de tout est peut-être bien ce petit spectacle d'une demi-heure environ : « *La poésie est laissée à l'appréciation de notre aimable clientèle* ». Poètes pompiers, pompeux et cocardiers (Sully Prudhomme, Jean Aicart, etc.), joués et mis en scène par la magie d'un collage opéré par Raymond Paquet. Prudhommie, moralisme gentillet, orgueil national et tragiques mélodrames des chansons du début du siècle s'entrechoquent joyeusement. Dans l'hilarité générale. Un vrai feu d'artifices... !

La bannière chamarrée du déraisonnable flotte sur les entrepôts Laîné. Le feu follet de la déraison agite la bonne ville de Bordeaux... en plein quartier des Chartrons — haut-lieu de respectabilité. Bordeaux a le vertige. Une fois n'est pas coutume... !

C. M.

Voyage au pays des merveilles

PEUT-ON parler d'exposition ? Plutôt d'un train fantôme où les images oniriques surgissent et où le spectateur invente son propre parcours parmi les circonvolutions accidentées de l'imaginaire. Au détour des galeries obscures, l'étrange vous assaille : les chaises-vestes de J.-C. Biraben vous tendent leurs manches ligneuses, le veston aphrodisiaque de Dali, smoking recouvert de verres à liqueur pleins de pippermint. Images trompeuses du repos, perversion des objets familiers : la cuillère de Dali, suspendue, occupe toute la longueur de l'entrepôt.

Dans cette promenade labyrinthique, c'est toute une perception de l'espace qui se défait insidieusement. On passe, sans transition, de l'immense colonnade noire qui cerne, inquiétante, un lit-plan, aux toute petites boîtes de J.-C. Biraben, minuscule lieu théâtral évocateur de grands espaces. Des objets s'y rencontrent fortuitement, une girafe dans une brosse-brousse, une scie à lame-feuille, un pot de fleurs dont émerge une tombe. Comme Alice au Pays des merveilles, nous sommes toujours trop grands pour passer la minuscule porte, ou trop petits pour en attraper la clef. Toujours hors d'échelle, toujours intrus.

Oppressés, nous pénétrons dans la chambre de Pierre Molinier, qui vivait dans l'obsession de la mort et de la féminité (« *La poupée est la copie passive de ce que je voudrais être* »). Des miroirs dénoncent notre effraction et nous incrustent dans cet univers morbide ; la présence inquiétante de la poupée maquillée, double de Molinier, brouille toutes les frontières, animé, inanimé, masculin, féminin. Une autre poupée, celle de Bellmer, exhibe sur des photos subtilement colorées d'étranges combinaisons. A travers quelques photos de Magritte, Man Ray, Hausman et d'autres, prises entre 1920 et 1940, objets et corps perdent leur opacité et laissent entrevoir ce qui se cache derrière les apparences.

Ces artistes voisinent avec l'homme du commun puisque le Bureau de recherches surréalistes accueille les œuvres de tous ; des collégiens, des enfants participent à cette activité collective, avec un résultat inégal (mais, après tout, le but surréaliste, c'est de transformer le monde et non de produire de l'art). On se délecte des commentaires que les enfants ont accrochés à leurs masques. Sur l'un : « *Elle mange du chewing-gum et des poules* » ; sur l'autre, pour légender un monstre préhistorique : « *Ça n'existe plus, ils ont disparu parce qu'ils ont eu la maladie.* » Et ceci, qui donne à penser : « *C'est le masque quand on est grande, quand on se débrouille toute seule.* »

Le surréalisme qui a changé de masque, lui aussi, se débrouille seul depuis la mort de Breton. Le montage audio-visuel très réussi raconte ses divers avatars. C'est aujurd'hui *Le Récipiendaire,* coopérative d'édition et groupe, qui enregistre les manifestations de liberté, comme celles de Giovanna qui a découvert que sa machine à écrire préférait dessiner.

OBLOMOV

CINEMA

Chamrousse à quatre pattes

Le VIe Festival du film d'humour s'achève

« TRAGEDIE en culottes », décrète Sergio Leone, président du jury. « Mauvaise humeur », alors ? « Non, mauvais humour », rétorque le dessinateur Desclozeaux, pas encore présenté aux autres jurés, trois jours après le début des festivités.

Triste festival sevré de tant d'espoirs cinématographiques savoureux, où les dents longues de Messire Cannibalisme vont bon train. Il faut bien se tourner vers le « ragotage » quand l'écran se révèle sinistrement muet ! Bataille de polochons de grands gamins attardés. les plumes volent très bas à Chamrousse. Mauvaises petites balles de ping-pong échangées, qui s'essoufflent en s'évertuant à singer la grande sœur cannoise. Il est vrai que l'attachée aux relations extérieures, à Paris, avouait avoir eu bien du mal à sélectionner son jury.

Et pour cause ! Devant l'éclectisme penaud des films présentés, même la notoriété des présidents d'honneur ne suffit plus à la survie d'une lamentable galvauderie. Mascarade grotesque d'un jury qui doit attendre la décision de la critique pour se prononcer, en toute connaissance de cause !

Permutation mauvaise des rôles, prétexte à un verbiage boiteux sur l'existence ou non d'un vote truqué. Palmarès annoncé : grand prix du jury : *Juste un gigolo* (Italie), de Luciano Salce, où l'on a rigolé gentiment de quelques gags inédits. Prix de la critique : *Little Miss Marker* (Etats-Unis), de Walter Bernstein. Merveilleuse performance de Walter Matthau, étrange Raimu égaré dans ce festival.

Une sacrée cuisine

Mais combien lamentables ces erreurs d'aiguillage, ces projections plus ou moins anciennes, toutes parodiant sans vergogne les grands maîtres passés, affirmant honteusement un époustouflant manque d'originalité. Humour au Bon-Marché de la grivoiserie.

Elle est certainement bonne, cette cuisine ; excellente même, à l'italienne, et Ugo Tognazzi l'affirme, qui regrette seulement que « *les pâtes françaises manquent de qualité* ». Indigestion de truites, raclette de fonds de poubelle, brouette à la sauce familiale. Rien ne manque. Et surtout pas les starlettes des valses de nuit, changeant le noir et le gris en une mixture colorée au goût fameux de cancanage. La fête est superbe à Chamrousse : vertige contagieux des montagnes. On demande d'urgence un médecin, pour soigner les esprits. « *Merci aux pilules du docteur* », conclut Sergio Leone, légèrement souffrant au cours du festival. C'est vrai qu'elle était dure à avaler, celle de Chamrousse.

Ghislaine DUMAS



« *Merci aux pilules du docteur* », dit **Sergio Leone.**

THEATRE

Enquête sur des profs au-dessus de tout soupçon

«Un conseil de classe très ordinaire», d'après le livre de Patrick Boumard

FIN de l'année 197... Vif émoi au lycée. Le proviseur en grande pompe réunit professeurs, délégués des parents, des élèves pour statuer sur l'avenir des terminales C. Brève rencontre, présentations ; quelques banalités sont échangées, du style : « Pour réussir, il faut travailler... Vous n'êtes pas ici pour juger vos professeurs... » Exit le parent et l'élève. Le rituel a été respecté. Participation, piège à cons. A huit-clos, le conseil de classe peut commencer.

Mentions, notations, exécutions. Valse des notes et des lettres. Les avis se succèdent : « favorable, défavorable, peut faire mieux ». Sous la houlette d'un proviseur imbu de son pouvoir et de son autorité, les professeurs assis en rang d'oignons, patins aux pieds (attention aux parquets) opinent, ergottent, font semblant de se rebeller.. Passe-moi la rhubarbe, je te file le séné.

Dans une progression savamment calculée, le délire monte, apocalyptique dans son énormité. Décollant du verbe, la mise en scène, onirique par instants, ramène aux sources de la réalité. Celle des rapports quotidiens, inavoués ou stéréotypés qui lient ces individus enfermés malgré eux en conclave pour une journée. Ridicules ou cocasses, sincères ou blasés, les voici grands juges comiques au tribunal qui leur est imposé. Car ne nous y trompons point. A travers ce spectacle, ce ne sont pas les personnes qui sont visées mais un système. Celui d'une Education nationale qui, par la grâce de l'aimable Beullac et de la douce Alice, se conforte dans l'élitisme de pacotille au nom de l'ordre, de la hiérarchie, de la sélection. Ce qui est en jeu, ce n'est pas le sort de l'élève — les cas dits particuliers ou difficiles sont expédiés en un instant — mais la réputation de l'établissement. Comme aux comices agricoles, il faut engraisser le veau étudiant, l'œil fixé sur la cible magique du Concours général et des entrées en math'sup'... Malheur aux originaux, aux francs-tireurs, littéraires et philosophes de tout poil ! Comme le rappelle le proviseur : « *On est ici pour travailler* »...

Sans doute, la charge est-elle cruelle. Caricaturale. Pas tant cependant que l'on voudrait le croire. Car l'originalité du travail de l'Aquarium est d'être parti d'un texte réel. Celui de l'enregistrement clandestin d'un « vrai » conseil de classe, publié en 1978 par Patrick Boumard. Pas un mot, pas une phrase n'a été retranché ou ajouté. Le résultat est énorme, grotesque, stupéfiant. Inquiétant aussi, et combien riche d'enseignement. (Si l'on peut dire).

Didier MÉREUZE

• *Cartoucherie, route de la Pyramide, à Vincennes (20 h 30). Le texte de l'enregistrement de ce* Conseil de classe très ordinaire *a été publié chez Stock (collection « Témoigner »), par Patrick Boumard, en 1977.*



Une scène du conseil de classe « très ordinaire ». (Photo Bernand)

On recherche

• **Désire obtenir texte de loi** se rapportant à la réglementation de la Sécurité sociale et assimilant à l'accident du travail les maladies causées ou aggravées par ledit accident. Il fut question de cette loi le 11 août 1980, lors d'un échange à l'Assemblée nationale entre Jacques Barrot, ministre concerné, et Philippe Madrelle, député (cf Questions et réponses n° 3396, recueil n° 22624 du 21-11-79). Urgent ! Ecrire : **Florio Rossetti, 1, chemin Daniel, 33310 Lormont.**

• **Prière de m'envoyer renseignements** concernant Henriette Fabre, née à Lausanne vers 1791-1793. Désire détails matériels sur les prisons espagnoles vers 1812-1815, les prisons de femmes à Cuba et à Baracoa vers 1820-1830, les conditions d'embarquement des femmes de mauvaise vie, à destination des Etats-Unis vers 1831, la vie en Floride à la même époque, et un officier des chasseurs de la Grande Armée nommé J.-B. Renaud. Ecrire à **Mireille Best, « Les Capricornes », 1, rue de la Bouchonnerie, 83250 Roquebrune-sur-Argens.**

CHEZ VOUS CHEZ NOUS

Aubray-sous-Bois. Clowns : *Duel + Elle,* par la Frersmol Kompanie. Centre culturel Pablo-Neruda, à 21 heures. Le 21 mars.

Brest. Théâtre : *Stage MPT Pen Ar Creach,* organisé de 14 à 20 heures, par le théâtre de l'Arrache-Cœur, sur le thème : « le personnage ». Le 21 mars.

Mâcon. Concert : *Rassemblement choral et instrumental scolaire du Mâconnais.* Centre d'action culturel. Le 21 mars.

Manosque. Théâtre : *Lili Calamboula,* présenté par Gérard Gélas et le théâtre du Chêne-Noir. Le 21 mars.

Mulhouse. Clowns : *Dimitri,* au Rallye Drouot, à 20 h 30. Le 21 mars.

Bourges. Concert : *Quatuor de Cleveland.* Maison de la culture. Le 22 mars.

Coutances. Variétés : *François Béranger.* Salle du Marché couvert. Le 22 mars.

Poitiers. Variétés : *Fabienne Thibault.* Théâtre municipal, à 18 heures. Le 22 mars.

Annecy. Concert : *Ensemble Perceval.* Centre d'action culturel. Le 23 mars.

Hyères. Variétés : *Le Cuarteto Cedron.* Le 23 mars.

• **Mort du saxophoniste guinéen Jo Maka.** Ses amis organisent à cette occasion un grand concert le dimanche 22 mars de 17 heures à minuit, à La Défense, au club Jazz Unité. On note la présence de Steve Lacy, Lavelle, Alan Silva Orchestra, Richard Raux, Claude Bernard Quartet, Jouk Minor, Mohamed Ali, Pablo Sauvage, Sonny Grey... et bien d'autres !

Vendredi 20 mars

20 h 00 — Journal.

20 h 30 — Au théâtre ce soir. Danse sans musique.
Comédie policière de R. Puydorat et A. Gray, d'après Peter Cheney. Mise en scène : R. Clermont. Réal. P. Sabbagh. Avec Corinne Marchand, Gérard Barray, Bernard Tiphaine et René Clermont.
Tous les poncifs du théâtre de boulevard sont là. Ce n'est pas après eux que le détective O'Hara en a, malheureusement.

22 h 15 — Expressions. Magazine de C. Wellhoff et Béatrice Cauffman.
Le chant de la pierre. Les sons et la musique. Moderne-classique, un instant d'éternité.

23 h 25 — Journal.

20 h 00 — Journal.

20 h 35 — La guerre des insectes.
Feuilleton en quatre épisodes, d'après le roman de Jean Courtois-Brieux. Réal. Peter Kassovitz. Avec Mathieu Carrière, Patrick Chesnais et Victoria Chesnais.
Premier épisode : aucun insecticide n'agit sur les insectes qui grouillent dans la cale d'un cargo.

21 h 35 — Apostrophes.
Emission de Bernard Pivot. Réal. Jean Cazenave. Cinéma-vérité, cinéma-mensonge, avec Patrick Cauvin *(Nous allions vers les beaux jours)* ; François Reichenbach *(Le monde a encore un visage)* ; Patrick Drevet *(les Gardiens de pierres)*, et Jeanne Witta-Montrobert *(la Lanterne magique)*.

22 h 55 — Journal.

23 h 05 — Ciné-club. Chotard et compagnie.
Film de Jean Renoir (1932). Avec Charpin, Jeanne Lory, Madame Treki, Max Dalban, Louis Seigner, Dignimont.
Chotard tient, dans une petite ville, une épicerie prospère. Un prétendant de sa fille, Reine, sème la perturbation.
Un film peu connu de Renoir, tiré d'une pièce de Roger Ferdinand.

20 h 00 — Les jeux de 20 heures.

20 h 30 — Le nouveau vendredi.
Emission d'André Sabas.
Dis, papa, c'est quoi un surdoué? Reportage de Philippe Aubert et Christine Saleza. Avec la participation du recteur Gautier, de Jean-Charles Terrassier, président de l'Association nationale pour les enfants surdoués, et de Rémy Chauvin.

21 h 30 — Fumées mauves.
Divertissement de Christian Ligier. Réal. Renée Darbon.
Avec Jean-Loup Wolff, Marlène Favarel, Philippe Cointin et Noëlle Veriac.
Une nuit dans les fossés du château Saint-Elix.
Un jeune comédien répète, Agnès survient et emporte en courant le talent du comédien.

22 h 25 — Soir 3.

22 h 40 — Thalassa. L'épave du Grand-Saint-Antoine.
La peste à Marseille en 1720.

Les zoos de la mort

Déportation et camps de concentration pour animaux

CHAPEAUX coloniaux, boys, jeeps... En route sur la piste des zèbres, des antilopes, des éléphants, lasso en main, dans les plaines du Kenya et de la Tanzanie. Bien triste balade avec les trafiquants d'animaux. A défaut de coloniser les hommes, on capture les bêtes. Dans les deux cas, parions que l'on y gagne beaucoup... Et, ici, pas de danger de révolution. A Nairobi, le trafic autorisé par la loi s'élève à 50 millions de francs chaque année.

Une succession d'épreuves terrifiantes attendent l'animal désigné par le sort : la capture, puis ce qui est pudiquement appelé l'acclimatation, enfin le long voyage vers l'inconnu — le zoo et la folie, le laboratoire de recherche ou la mort. Pendant le transport, beaucoup d'animaux meurent d'épuisement, de blessures qu'ils se font dans les cages trop étroites (ça coûte moins cher). Et encore, ce que nous voyons à l'écran est très correct. Avec la vente clandestine qui alimente en grande partie le marché, c'est carrément immonde.

Les raisons qui poussent ces gentlemen — des Blancs évidemment — à vivre de ce troc? Une grande générosité, pardi!... « *La vie est meilleure en captivité que dans la nature, où l'animal meurt souvent de fatigue ou est mangé* », dit l'un d'entre eux. Un autre ajoute avec une mauvaise foi non moins évidente que « *le monde occidental ne s'intéresserait plus aux animaux sauvages s'il n'y avait pas les zoos* ». Ne vaudrait-il pas mieux avouer qu'un rhinocéros vendu 14 000 francs est revendu le double en Europe?

Si le premier épisode des « Zoos de la mort », présenté par « Des animaux et des hommes », dénonce clairement le martyre de ces êtres, avec le second, on ne voit pas très bien où le réalisateur veut en venir. Pour illustrer les camps de concentration évoqués dans le titre, il a choisi de filmer le zoo le plus spacieux, le Parc des animaux sauvages de San Diego, en Californie. Peut-être a-t-il simplement voulu nous signifier que même le zoo idéal n'existe pas puisqu'il répond : « *L'idéal n'est pas le zoo.* » On s'en serait douté. Ce qui semble plus intéressant à souligner, c'est que le seul droit accordé aux animaux est de nous servir ou de nous distraire.

Mireille DUMAS

• ***Antenne 2, les samedis 21 et 28 mars, à 13 h 35.***

Samedi 21 mars

11 h 55 — La traque aux gaspis. La régulation.

12 h 10 — Télévision régionale.

12 h 30 — Cuisine légère. Escalope de veau aux crabes.

12 h 45 — Forum Education. Aujourd'hui et demain, l'enseignement technique.
Emission proposée par le ministère de l'Education..

13 h 00 — Journal.

13 h 30 — Le monde de l'accordéon. Emission de E. Robert.
Avec l'orchestre d'accordéons de Cahors.

13 h 48 — Au plaisir du samedi. Emission de G. Bounoure. Réal. H. Basle.
Mon fils, feuilleton de F. Martin. Avec Henri Serre et Clotilde Joano. Plume d'élan : être dépassé sur une route de campagne. Maya l'abeille. Magazine de l'aventure : l'hiver perdu au Zanskar. Archibald le magichien : le roi des fainéants. Rugby en eurovision. Tournoi des cinq nations : Angleterre-France. Temps X. Vision de fusée. Frontière noire.

18 h 15 — Trente millions d'amis.
Mabrouk à la neige. Opération sauvetage en Dordogne. Sim et la serpolette.

18 h 45 — Magazine auto-moto 1. Réal. J. Villa.

19 h 10 — Six minutes pour vous défendre.
Magazine de l'Institut national de la consommation. Réal. André Joanny.

19 h 20 — Actualités régionales.

19 h 45 — Les partis de TF1. Avec Mort Shuman.

20 h 00 — Journal.

20 h 30 — Numéro un. Avec Serge Lama.
Les Carpentier ont encore frappé.

21 h 30 — Dallas. L'élection.
Série américaine. Scén. Rena Down. Réal. Barry Crane.
La chanson du générique vous fait déjà vous écrouler de rire.

22 h 30 — Télé-foot 1.
Coupe UEFA, matches retour, quarts de finale : Sochaux-Zurich, Ipswich - Saint-Etienne. Rétrospective de l'équipe de France. Portrait d'un joueur.

23 h 30 — Journal.



Samedi 21 mars, FR3, à 20 h 30, « Le système du docteur Goudron et du professeur Pkume », avec Pierre Le Rumeur, Jean-François Garraud, Coco Ducadis, Henri Attal et Ginette Leclerc. (Photo Interpress)

SELECTION RADIO

VENDREDI 20 MARS

FRANCE-MUSIQUE

20 h — Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart. Concert donné en direct de Stuttgart, dans le cadre des échanges franco-allemands. Berg : Sept lieder de jeunesse. Mahler : Cinquième symphonie en do dièse mineur.

FRANCE-CULTURE

20 h — Relecture. Sarah Bernhardt. Emission d'Hubert Juin. Réal. Anne Lemaître. Textes lus par Catherine Sellers.

21 h 30 — Black and Blue. Emission de Lucien Malson et Alain Gerber. La plus grande école de guitare du monde, avec Pascal Escoffier, Pierre Cullaz, Jacques B. Hess.

SAMEDI 21 MARS

FRANCE-CULTURE

16 h 20 — Livre d'or de Michel Crochot. Centenaire de Béla Bartok. Improvisation opus 20. Trois rondos. Quinze chants paysans hongrois. Suite opus 14. Sonatine. Danses populaires roumaines.

21 h 30 — Des nouvelles épouvantables, de Gabor Gorgey. Avec Yvonne Clech, Eric Legrand, Patrice Keller. Réal. C. Roland-Manuel.

22 h 55 — La fugue du samedi. Divertissement de B. Jérôme. Jazz Averty. Balade en bottin. Histoires abracadabrantes. Décalcomanie.

FRANCE-INTER

21 h 15 — La musique est à vous. Emission de Jean Fontaine.
Falstaff, de Verdi, avec l'Orchestre philharmonique de Vienne. Direction Herbert von Karajan.

DIMANCHE 22 MARS

FRANCE-CULTURE

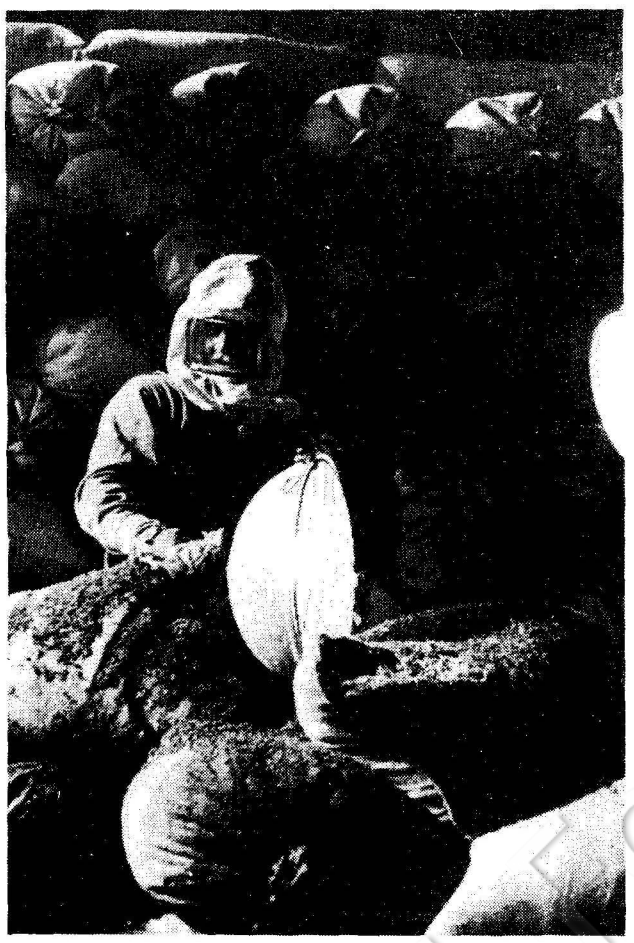
14 h 15 — La Comédie-Française. De la Perse à l'Espagne. Montage poétique d'Yves Gasc. Avec Bérangère Dautun, Raymond Acquaviva, Joël Demarty, SImone Eine, Yves Gasc, Dominique Rozan. Réal. Georges Gravier.

FRANCE-INTER

20 h 15 — Le masque et la plume. Emission de François Régis Bastide.

A2

10 h 30 — **Antiope.** Nouvelles en bref.
11 h 40 — **Journal des sourds et des malentendants.**
12 h 00 — **La vérité est au fond de la marmite.** Le poulet des moines.
Emission de Michel Olivier. Réal. Jacques Cristobal.
12 h 30 — **Prochainement sur A2.**
12 h 45 — **Journal.**
13 h 35 — **Des animaux et des hommes.**
14 h 25 — **Récré A2.**
15 h 00 — **Les jeux du stade.**
Trampolino. Rugby : Angleterre-France, Ecosse-Islande. Cyclisme : Milan-San Remo.
18 h 50 — **Des chiffres et des lettres.**
19 h 20 — **Actualités régionales.**
19 h 45 — **Top-Club.**
20 h 00 — **Journal.**
20 h 35 — **Noires sont les galaxies.** Feuilleton.
22 h 05 — **Suivez Lecoq.**
23 h 00 — **Les carnets de l'aventure.** Dha...lagir...
23 h 30 — **Journal.**



Samedi 21 mars, A2., à 20 h 30. La guerre des insectes.

FR3

18 h 30 — **Pour la jeunesse.**
19 h 10 — **Soir 3.**
19 h 20 — **Actualités régionales.**
19 h 40 — **Télévision régionale.**
19 h 55 — **Superbécane.** Dessin anime.
20 h 00 — **Les jeux de 20 heures.**
20 h 30 — **Histoires extraordinaires.** Le système du docteur Goudron et du professeur Plume.
D'après Edgar Poe.
21 h 25 — **Le pays d'où je viens.** Tahiti.
Emission de M. Dumay et J.-P. Janssen.
22 h 40 — **Ciné-regards.** Le nouveau cinéma espagnol.

Abonnez-vous à *Combat socialiste*
3 mois : 150 F
6 mois : 300 F
1 an : 550 F

Dimanche 22 mars

TF1

9 h 15 — **Talmudiques.** Menue monnaie.
Producteur délégué : rabbin Josy Eisenberg.
9 h 30 — **Orthodoxie.** L'échelle de saint Climaque.
Emission du père Jean Renneteau. Réal. Noubar Tildian.
10 h 00 — **Présence protestante.** La prière dans la ville.
Emission de Jean Domon.
10 h 30 — **Le jour du Seigneur.**
Actualités de l'église. Messe. Votre vérité.
Producteurs délégués : père Abeberry et père Damien-Avril.
12 h 00 — **La séquence du spectateur.**
Pour Clémence, de Charles Belmont. *Rocambole*, de Bernard Borderie. *Les rois du sport*, de Pierre Colombier, avec Raimu, Fernandel et Jules Berry.
12 h 30 — **TF1-TF1.**
13 h 00 — **Journal.**
13 h 30 — **C'est pas sérieux.**
Présenté par Jean Amadou et Jean Bertho. Réal. Philippe Galardi.
14 h 15 — **Les nouveaux rendez-vous.**
Présenté par Eve Ruggieri. Réal. Rémy Grumbach.
15 h 30 — **Tiercé à Auteuil.**
15 h 40 — **Sloane, agent très spécial.** Pas de deux.
Série américaine. Réal. Michael.
16 h 35 — **Sports-Première.**
Réal. J.-C. Hechinger. Présenté par M. Denisot.
18 h 20 — **La conquête de l'Ouest.**
Réal. McEveety. Avec James Arness, Fionnula Flanagan, Horst Bucholz, Vera Miles.
19 h 25 — **Les animaux du monde.** Sa Grandeur la girafe.
20 h 00 — **Journal.**
20 h 30 — **Hold-up extraordinaire.**
Film de Ronald Neame (1966). Avec Shirley Mac Laine et Michael Caine.
A ne pas manquer pour le joli minois de Shirley et la distinction de Michael.
22 h 15 — **Paul le Flem ou cent ans de musique.**
Emission proposée par Marika Green et Maté Rabinovsky.
23 h 15 — **Journal.**

A2

10 h 55 — **Follow me.**
11 h 15 — **Dimanche Martin.** Entrez les artistes.
12 h 45 — **Journal.**
13 h 20 — **Incroyable, mais vrai.**
Timide et sans complexe, feuilleton. L'école des fans. Les voyageurs de l'histoire. Thé dansant.
Au revoir, Jacques Martin.
17 h 05 — **Le tourbillon des jours.** La demoiselle de Vallas.
Série d'après *les Noces de Corrèze* et *l'Heure d'été*, de Denise Vautrin. Réal. Jacques Doniol-Valcroze. Avec Yolande Folliot, Niels Arestup, et la voix de Nelly Borgeaud.



FR3 le dimanche 22 mars, « Henry IV » avec Jon Finch.

18 h 00 — **La chasse au trésor.**
18 h 55 — **Stade 2.**
20 h 00 — **Journal.**
20 h 35 — **Nana.**
D'après Emile Zola. Réal. Maurice Cazeneuve. Musique de Georges Delerue. Avec Véronique Genest, Guy Tréjan, Patrick Préjean, Marion Game, André Cellier.
22 h 10 — **Les esquimaux.** Nunaput.
Réal. Jean Lamaurie.
23 h 05 — **Vidéo 81.**
Variétés. Réal. Patrick Leguen.
23 h 30 — **Journal.**

FR3

10 h 00 — **Mosaïque.**
Emission de Jack Karsenty. Réal. Tewfik Fares.
16 h 00 — **Ecouter le pays chanter.** Georges Chelon.
Emission de Jean-Luc Mage. Production FR3 Toulouse.
17 h 25 — **Théâtre de toujours : Henry IV.**
Drame de Shakespeare.
20 h 30 — **Versailles, le palais-temple du roi Soleil.**
Documentaire.
21 h 35 — **Quelqu'un.** Georges Simenon.
22 h 30 — **Cinéma de minuit. La tête d'un homme.**
Cycle Julien Duvivier.



Le calvaire de Jésus-Christ dans « Golgotha », de Julien Duvivier, avec Jean Gabin et Edwige Feuillère, FR3, dimanche à 22 h 30. (Photo Interpress)

Combat
SOCIALISTE

La mauvaise chance des frères Maurice

• *Après le rejet de son pourvoi en cassation, la vie de Philippe ne dépend plus que du président.*
• *Parce qu'il voulait revoir l'amie sur laquelle il avait tiré, Jean-Jacques est arrêté par la police.*

La vie du condamné à mort Philippe Maurice n'est plus désormais qu'entre les mains du chef de l'Etat. Le pourvoi en cassation déposé par ses avocats a en effet été rejeté par la Cour après quatre heures de délibération.

AGE de vingt-quatre ans, Philippe Maurice avait été condamné à la peine capitale le 28 octobre dernier, par la cour d'assises de Paris, pour l'assassinat du gardien de la paix Gérard Croux, pour sa tentative de meurtre contre un deuxième policier et pour sa complicité dans le meurtre d'un troisième, le 6 décembre 1979.

Mes Pierre et Claire Waquet, ses défenseurs, qui avaient remis un mémoire de 27 pages à la Chambre criminelle, ont développé devant les 22 conseillers les 9 motifs de révision décelés dans la procédure d'assises. Ils ont notamment invoqué la loi Sécurité et liberté du 2 février 1981, car le Conseil constitutionnel y a maintenu le principe selon lequel une loi nouvelle, si elle est plus « douce » que la précédente, doit être appliquée. Or la circonstance aggravante d'homicide sur agents de la force publique, invoquée pendant le procès, a été supprimée par la loi Peyrefitte. L'avocat général a rejeté cet argument, Philippe Maurice ayant encouru, selon lui, la peine de mort en raison d'autres circonstances aggravantes : la préméditation et la concomitance des faits.

La contestation de plusieurs aspects de la procédure n'a pas davantage été acceptée par les magistrats. Il appartient donc désormais au chef de l'Etat de décider s'il veut ou non faire usage de son droit de grâce. Aucun délai n'est légalement prévu pour la publication de sa décision. Mais il est d'usage que celle-ci intervienne dans un délai de moins de deux mois après réception du recours en grâce. Valéry Giscard d'Estaing pourrait donc avoir à se prononcer avant les élections. D'autant que l'Association pour le maintien et l'application de la peine de mort l'invite à prendre rapidement position : « *Le candidat Giscard d'Estaing ne peut laisser à son éventuel successeur la charge d'un dossier aussi grave que celui où la vie d'un homme est en jeu* », affirme ce mouvement dans un communiqué.

L'Association française contre la peine de mort, tout au contraire, demande au président de la République, « *qui détient par son droit de grâce le pouvoir de vie et de mort, de suspendre toute décision envers les condamnés à mort des prisons de France jusqu'au lendemain des élections* ».

Interrogé le 16 mars à l'émission télévisée « Cartes sur table » par le journaliste Jean-Pierre Elkabbach, François Mitterrand, pour sa part, a clairement répondu : « *Dans ma conscience profonde, qui rejoint celle des Eglises, de la religion juive, de la totalité des grandes associations humanitaires, dans ma conscience, je suis contre la peine de mort.* »

Alain Peyrefitte reprochait le lendemain au candidat socialiste de s'appuyer sur des arguments faux : « *Il nous trompe en disant que son attitude est celle de l'église ou de la religion juive. Israël a rétabli ce châtiment après l'avoir aboli.* » Le garde des Sceaux est semble-t-il mal informé : l'Episcopat français s'est bien prononcé contre la peine capitale et l'Etat hébreu ne l'a jamais instaurée. La spectaculaire exécution du criminel nazi Adolf Eichmann n'a constitué qu'une exception, ayant même requis la promulgation d'une loi spéciale.

La grâce présidentielle reste donc le dernier espoir pour Jacqueline Pruvot, la mère de Philippe Maurice. Le jour même où elle apprenait que le pourvoi de son fils cadet était rejeté, son fils aîné, Jean-Jacques, était également arrêté. Recherché depuis plusieurs mois après son évasion de la prison de Perpignan, il avait tiré la semaine dernière sur son amie. C'est pourtant en tentant de revoir celle-ci qu'il a été retrouvé par les policiers.



Louis Acariès (à droite) place un direct du gauche à la face de Bénès. (Photo AP)

Les bons poings d'Acariès

Après le titre européen, en route vers le mondial

Une intelligence de jeu remarquable, un style pur, précis, dépouillé et surtout efficace, l'art de l'esquive et de l'attaque foudroyante. Tout cela était incarné hier soir, à l'Hippodrome de Pantin, en la personne de Louis Acariès, sacré champion d'Europe des super-wetters à l'issue de son combat contre Marjan Bénès.

AH ! le public baignait dans l'allégresse, et même Jean Bretonnel, son manager, avait du mal à réprimer ses larmes. Jusqu'au 4e round, le challenger tout en retrait, semblant refuser un contact trop dur, préférait laisser venir à lui celui qu'on appelle « le tueur », se contentant d'esquiver, de contrer, de placer quelques directs à la face de Bénès avec précision. « *Dans un combat, il y a 8, 10, 12 rounds. J'ai voulu aller au poteau, finir en beauté et montrer enfin à ceux qui ne comprenaient pas ma façon de mener ce combat que je savais me battre* », expliqua Acariès au vestiaire. Et c'est vrai que le Français a su attendre le passage de l'orage, pour enfin prendre la mesure de son adversaire au 4e round et engager véritablement le combat à la 7e reprise, comme il l'avait concocté avec ses conseillers.

A la 10e reprise, le souffle paraissait manquer au tenant du titre, qui voyait ses swings se perdre dans le vide, alors qu'Acariès, en pleine possession de ses moyens, le malmenait par des coups puissants à la face et au foie. Les deux arcades ouvertes, Bénès ne réagissait plus que lourdement, avec de brusque accès de fureur sans danger pour Louis Acariès. Le 12e round s'acheva sur un Bénès saoulé de coups. La France possèdait donc enfin un champion d'Europe.

Louis Acariès vise aujourd'hui le titre mondial. Il est permis d'y croire.

Philippe RUCHMANN.

• **JEU A XIII - COMITÉ DIRECTEUR** à Perpignan. — L'affaire Bourret sera au centre des travaux du comité directeur de la Fédération française de jeu à XIII qui se tiendra samedi prochain 21 mars, au Park Hôtel, à Perpignan.

Au congrès du SNES à Montpellier

L'implantation du syndicalisme enseignant menacée

• ***Montpellier, 19 mars (de notre envoyé spécial).***

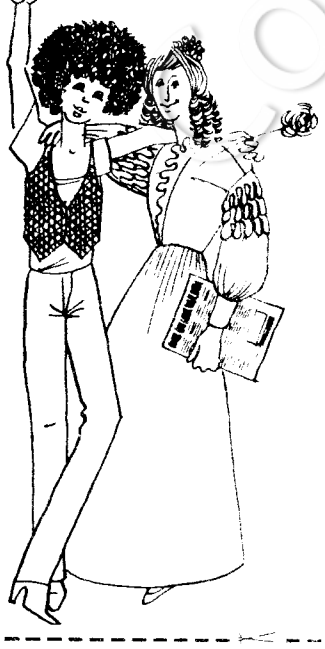
LA direction du SNES a adressé un message au SNI-PEGC en demandant que les deux syndicats « *se concertent dans les meilleurs délais pour la définition des objectifs et des modalités d'une action commune* ». Le SNES propose que cette action « *porte sur deux axes : l'amélioration de la situation des personnels* et *l'exigence de moyens supplémentaires pour la rentrée prochaine* ». Son message se termine par ces mots : « *Cette concertation pourrait nous permettre également d'examiner toute autre question concernant nos deux organisations.* »

Ainsi, après avoir, durant deux jours, constamment attaqué les directions de la FEN et du SNI-PEGC, le SNES confirme sa stratégie : son objectif reste de rassembler dans un même syndicat tous les enseignants du second degré. La FEN ne peut accepter cette conception, qui irait à l'encontre d'une définition statutaire selon laquelle le SNI regroupe les enseignants des collèges jusqu'à la maternelle.

Les dirigeants de la FEN et du SNI n'ignorent donc pas que cette opération risque d'affaiblir leurs positions. Ils dénoncent la « *manœuvre des communistes* », qui tendrait à déstabiliser la FEN au profit du PC.

Au sein du SNES, les minoritaires UIDR ont rappelé, pendant le congrès, « *le bilan désastreux de l'action d'U et A à la tête du syndicat* ». Ils ont souligné la perte de 18 % d'adhérents en trois ans.

Femmes & Société



Femmes et Société, un éventail de biographies réalisées par un collectif de vingt auteurs féminins

Femmes et Société, un choix d'œuvres littéraires féminines, illustrées par des artistes contemporains

De la Révolution Française à nos jours :
L'OUVRAGE-TÉMOIN DES AVANCÉES MAJEURES DU FAIT FÉMININ

BON DE DOCUMENTATION
EDITIONS MARTINSART

DERNIÈRE HEURE

Varsovie, 20 mars (AFP). — Le présidium de la commission nationale de coordination (KKP — organe suprême) de Solidarité a proclamé l'état de préparation à la grève pour toutes ses sections et pour tous ses adhérents, à la suite des incidents violents qui se sont déroulés jeudi à Bydgoszcz (300 kilomètres au nord-ouest de Varsovie).

Cette décision répond à l'intervention des forces de l'ordre pour faire évacuer le siège du conseil régional (préfecture), qui était occupé par des syndicalistes et des conseillers. Au cours decette intervention, deux dirigeants syndicaux ont été sérieusement blessés, indique, vendredi, un communiqué du présidium de la KKP.

D'autre part, la KKP qui, selon le communiqué, considère l'« attaque » de la police contre le syndicat et ses dirigeants comme une « insulte à la dignité humaine » a demandé à toutes ses sections actuellement en pourparlers avec les autorités de suspendre les négociations.

Pour mes idées, pour que la presse socialiste vive

JE M'ABONNE A *COMBAT SOCIALISTE*

☐ Abonnement de soutien : 1 000 F
☐ Un an : 550 F
☐ 6 mois : 300 F
☐ Par trimestre : payez 150 F tout de suite
☐ Prélèvement automatique (un formulaire vous sera expédié par retour). Pour un an : 150 F par trimestre.

ABONNEMENT COUPLÉ :
« *COMBAT SOCIALISTE* », 5 jours
« *L'UNITÉ* », hebdomadaire, le 6e jour

☐ Un an : 650 F
☐ 6 mois : 360 F

RÉDIGEZ VOTRE CHÈQUE
à l'ordre de « Trésorerie PS - Compte presse »
10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....